

ALTERNATIVE

libertaire



AL 217 - MAI 1999

**Le nationalisme,
c'est l'horreur !**



 [APPEL - Contre l'épuration ethnique et contre la guerre - Collectif](#)

 [La guerre nécessaire racontée à ma fille - Floréal](#)

[**Edito : Le nationalisme c'est la guerre - Babar**](#)

 [Appel des syndicalistes du Kosovo - Collectif](#)

 [Nous sommes tous des travailleurs serbes et kosovars - CNT](#)

 [La guerre dans les Balkans : la pire des solutions - Pascal Holenweg](#)

 [Droits de l'Homme et droit aux massacres... hors images - François](#)

 [Kosovo et "misère du monde" - Maison des Peuples et de la Paix](#)

 [17 ONG lancent l'Appel de Belgrade - Collectif](#)

 [La guerre en direct : conversations sous les bombes - Le Bill](#)

 [Balkans : qui répondra à mes question - Albert Leroy](#)

 [Le fond de l'air effraie - Gun](#)

 [Manifestation européenne à Cologne le 29 mai - Réseau No Pasaran](#)

[**L'anarchisme : idéologie ou méthodologie - Xavier**](#)

 [Campagne de solidarité avec le Sioux Léonard Peltier - Nitassinan](#)

 [De la misère en milieu étudiant - Les Va-nu-pieds](#)

 [La FGTB et la défense des chômeurs - Prédrag Greic](#)

 [Le travail en questions : le piège - Gablou](#)

 [Érik Rydberg publie "Nom de code : Neufchâteau" - Carine Dierckx](#)

 [Le Ministre de la justice se fourre le doigt dans l'oeil - Marc Reisinger](#)

 [Bruit, l'ennemi public numéro un - Les Va-nu-pieds](#)

 [**NOTRE HISTOIRE - Increvables anarchistes \(volume 5\) - Collectif**](#)

Alternative Libertaire
vous propose de signer cet appel

Contre l'épuration ethnique et contre la guerre de l'OTAN

- Les bombardements de l'OTAN contre la Serbie constituent un acte de guerre intolérable. Ces bombardements ont été décidés en violation flagrante du droit international dont la défense était, rappelons-le, le but proclamé de la Guerre du Golfe. Une fois de plus, les dirigeants occidentaux appliquent la règle du deux poids et deux mesures : l'État turc mène impunément contre les Kurdes une politique analogue à celle de l'État serbe contre les Kosovars, pour ne pas parler de la politique sioniste face aux Palestiniens.

- Les bombardements ont pour but officiel d'arrêter la politique serbe nationaliste chauvine et les exactions inacceptables contre le peuple kosovar. C'est un échec flagrant : l'épuration ethnique bat son plein et des centaines de milliers de réfugiés sont jetés sur les routes. En réalité, ces bombardements ont surtout pour but de repositionner l'OTAN comme gendarme de la superpuissance américaine face aux turbulences inévitables dans un monde où l'inégalité sociale progresse de façon galopante.

- Loin de contribuer à une solution multiethnique et démocratique au Kosovo et en Serbie, l'intervention de l'OTAN consolide le régime de

Slobodan Milosevic et alimente les haines nationalistes tous azimuts dans les Balkans et au-delà. Les répercussions politiques en Russie et dans d'autres pays où la population se sent brimée et humiliée par l'Occident sont incalculables et inquiétantes. A terme, elles font peser une menace de guerres et de conflits beaucoup plus graves encore, avec des États dont certains disposent d'arsenaux nucléaires.

- La Guerre du Golfe nous a fait entrer dans un engrenage, dans une chaîne de conflits. Il faut en sortir. Pour cela, il y a un point de départ indispensable : le refus catégorique de l'aventure militaire déclenchée par des boutefeux irresponsables. En soi cela ne donne pas une réponse au drame du Kosovo. Mais, primo, les bombardements n'y donnent pas de réponse non plus. Secundo, toutes les voies de la négociation n'ont pas été épuisées. Tertio, le drame kosovar ne tombe pas du ciel.

- La crise au Kosovo vient de loin. Milosevic est gravement coupable. Mais l'Occident porte aussi une responsabilité. Il a commencé par soutenir le projet centraliste de Belgrade (dans l'espoir que cela faciliterait le paiement de la dette extérieure de la Yougoslavie). Puis, il a soutenu les déclarations unilatérales d'indépendance de la Croatie et de la Slovénie. Après quoi, il a laissé la question du Kosovo à l'écart des accords de Dayton. Il est trop facile de créer ainsi des situations explosives, sans débat démocratique, puis de formuler des diktats, et enfin d'appeler les opinions publiques à soutenir une action militaire sous prétexte qu'il n'y a "pas d'autres voie".

- Il faut remettre à l'ordre du jour la construction d'un large mouvement antiguerre pluraliste, démocratique, antinationaliste, internationaliste, indépendant des gouvernements. C'est le seul moyen dont les opinions publiques et la société civile disposent pour faire entendre leur voix. Seule, cette voix pourra être entendue par les peuples protagonistes de la tragédie. Aujourd'hui, il devient urgent de dire que la politique menée en notre nom n'est pas la nôtre. C'est pourquoi nous disons...

- Halte à la violation du droit international.

- Arrêtons la politique de superpuissance et les deux poids deux mesures dans le traitement des conflits (Palestine, Kurdistan...)
- Arrêt immédiat de la guerre contre la Serbie.
- Retrait des F16 belges. Aucune participation belge à la guerre.
- Halte au terrorisme d'État du régime serbe nationaliste contre le peuple kosovar, halte à l'épuration ethnique ;
- Solidarité avec l'opposition démocratique antinationaliste en Serbie. Soutien aux médias indépendants, aux Femmes en noir.
- Contre le nationalisme, pour une solution pacifique négociée, multiethnique au Kosovo et dans les Balkans en général. Pour le droit à l'autodétermination des peuples, dans le respect des minorités.
- Nous sommes solidaires des réfugiés, dénonçons la politique d'asile restrictive et soutenons le droit au retour dans la sécurité.

À renvoyer à SSF
29 rue Plantin, 1070 Bruxelles
fax 02/522.61.27
plantin@skynet.be

**Journée de débats
et de mobilisation
contre la guerre
le samedi 22 mai à 14h
Centre Culturel**

d'Etterbeek
(366 ch de Wavre à 1040 Bxl)
Infos 523.40.23

La guerre du Kosovo racontée à ma fille

D'un côté, tu vois, il y a les méchants, les vilains, les Serbes. Dans leur pays, c'est la dictature, et maintenant ils veulent annexer une région en massacrant ses habitants, qui appellent au secours. Et puis, de l'autre côté, il y a les bons, les Américains et les Européens, les démocrates. C'est pour empêcher que les méchants tuent les gentils et prennent leurs maisons, et pour que la Serbie devienne une démocratie, comme nous, qu'il y a la guerre. Il faut défendre la liberté contre les tyrans partout dans le monde. C'est un impératif moral et une exigence humanitaire, tu comprends ?

- Et Pinochet, papa, c'était pas un dictateur ?
- Si, bien sûr !
- Alors pourquoi les Américains ils l'ont toujours soutenu ?
- C'est compliqué tu sais, c'est que...
- Et la Chine qui annexe le Tibet, c'est pas une dictature aussi ?
- Si, bien sûr !
- Alors, pourquoi, la veille des premiers bombardements en Serbie, les Américains et les Européens ont rejeté à l'ONU une motion de censure portant sur le non-respect des droits de l'homme là-bas, alors que l'année écoulée a été la pire depuis longtemps dans ce domaine ?

- C'est pas si simple, tu sais...
- Si les bons empêchent les méchants de massacrer partout dans le monde, pourquoi ils ont permis le génocide des Tutsis sans rien faire, et l'extermination des Kurdes, et puis aussi...
- Dis donc, si tu allais te coucher maintenant !

Floréal
(Le Monde Libertaire)

ÉDITORIAL

Le nationalisme, c'est la guerre !

La sauvagerie qui lamine les populations
du Kosovo provoque, à juste titre,
colère et révolte.

Aux origines de cette nouvelle
catastrophe humaine,
le nationalisme.

Pureté ethnique

Autant dans les rangs des partisans d'une Grande Serbie que dans ceux de l'UCK, "combattants d'une grande Albanie", l'objectif est de créer une entité nationale ethniquement pure. Si aujourd'hui, se sont majoritairement les Kosovars qui en sont les victimes, gageons que dans un autre rapport de force ce seront les minorités serbes de la nouvelle entité kosovare qui en feront les frais. Pourtant, nous savons que la

pureté ethnique n'a aucun sens tant l'humanité a été brassée et enrichie de mélanges depuis des millénaires. Nous le savons d'autant mieux depuis la démonstration scientifique de la non-existence des "races".

Homogénéité culturelle

Du Front National français au Vlaams Blok flamand, en passant par tous les nostalgiques d'un ordre nouveau, le nationalisme est d'abord une crispation identitaire doublée d'une peur panique de l'autre qui conduisent, tout naturellement, au repli sur soi et à l'exigence conservatrice d'une homogénéité culturelle. À l'inverse, la société multiculturelle se nourrit des rencontres et des échanges entre les différentes histoires qui font le patrimoine de l'humanité. Enrichissement de la culture de l'autre (au sens large : musique, langue, cuisine...) contre repli sur les valeurs du passé, de la tribu, l'avenir a choisi son camp.

Hégémonie religieuse

Les Balkans accumulent les lignes de fractures. Ancienne frontière entre l'Occident et l'Orient, entre l'Empire autrichien et l'Empire ottoman, c'est aussi la ligne de séparation entre les civilisations chrétienne et musulmane. Dogmatique, la logique d'une vérité révélée tend, par définition, à l'hégémonie religieuse. Des croisades aux fous de Dieu, combien de massacres au nom de la seule vraie foi ?

État-nation

Engels définissait l'État comme "une bande d'hommes armés". Le capitalisme s'est construit (aux dépens des entités régionales) sur l'unification territoriale du marché, par l'État-nation. Un double intérêt présidait à cette construction : gommer la réalité de la lutte entre classes sociales au profit de l'exaltation d'une communauté de destin, et créer un instrument capable de lutter, au niveau international, pour l'hégémonie économique (colonialisme, impérialisme). Les libertaires

savent que, par définition, l'État induit le passage à la moulinette de la "normalité" de la volonté particulière des individus qui lui sont soumis, et la guerre (commerciale, diplomatique ou militaire...) avec les États voisins pour le contrôle de marchés toujours plus étendus.

Accumulation

Les populations des Balkans subissent l'addition de ces logiques cannibales.

- Une dynamique de création d'États à vocation ethnique (Serbie, Kosovo, Croatie, Slovénie...).
- Des régimes autoritaires militarisés construits sur des discours ultra-nationalistes. Mais attention, ne confondons jamais les régimes politiques et les populations. À l'inverse de ce qui se passe en France ou en Flandre (où l'extrême-droite est minorisée), ce sont les mêmes 20% de la population les plus réactionnaires qui possèdent (en Serbie mais aussi en Croatie) la réalité du pouvoir.
- Des religions (catholique, orthodoxe, et musulmane) à vocation universelle et évangélisatrice.
- Dans les différents "nouveaux" États, des populations minoritaires des États adverses et l'ambition partagée par tous les camps de réunir ces territoires épars en de grandes entités nationales : le Kosovo et une partie de la Bosnie pour la Serbie, mais aussi une moitié du Monténégro, l'Albanie et le Kosovo pour les militaires de l'UCK... Avec tous les risques d'explosion régionale que cela implique !

Politique de la terreur

Dans les faits, le principal patrimoine qui sera légué aux générations futures qui vivront dans ces contrées, sera celui de la terreur, de la violence, des viols, des tueries, et pour finir de l'exode forcé des populations "minoritaires". Patrimoine commun aux agresseurs et aux

victimes (les uns pouvant devenir les autres en fonction d'un rapport de force particulier).

Bombardements de l'OTAN

Ce qui se passe aujourd'hui dans les Balkans n'est pas un fait unique ou isolé, il est le fruit d'un délire nationaliste qui partout dans le monde produit les mêmes effets.

Rappelons le génocide des Arméniens par la Turquie à l'aube de ce siècle.

Et plus près de nous, le génocide des Tutsis au Rwanda, les massacres de Kurdes par les États voisins (Turquie, Irak...), la guerre tribale qui ravage la Sierra-Léone, la colonisation massive du Tibet par les armées chinoises, le Soudan éclaté entre musulmans, chrétiens et animistes...

Dans ces conflits, la "communauté internationale" a démontré plus d'une fois son désintérêt. Rwandais, Tibétains et Kurdes n'ont pas eu "la chance" de voir les avions furtifs américains.

Dans les Balkans, les bombardements massifs de l'OTAN contre les populations serbes et monténégrines ont eu pour effet immédiat d'accélérer un processus d'épuration ethnique entamé depuis des années par les partisans d'une grande Serbie au nom de l'*histoire du peuple serbe*.

Outre qu'ils permettent aux grandes puissances industrielles de tester leurs matériels de guerre (comme un champion du monde de boxe remet régulièrement en jeu son titre)...

Outre qu'elles réaffirment ainsi à toutes les velléités de dissidence de par le monde leur capacité à imposer leur ordre...

Outre qu'en bombardant, les gendarmes du monde se privaient du moindre moyen de pression pour imposer une négociation et lâchaient la bride, par là même, aux forces nationalistes serbes les plus sauvages...

Ces bombardements ont renforcé le sentiment collectif de citadelle assiégée de la population serbe. Les voix dissidentes que les opposants au régime de Milosevic ont mis tant d'énergie à construire ces dernières années, ont été pulvérisées en une nuit par les frappes de l'OTAN qui, *de facto*, ont ressoudé une grande partie de la population autour de son dictateur et de sa "fierté nationale".

Jeu vidéo

Quand elles ne sombrent pas dans l'indifférence générale (vacances de Pâques obligent), les populations occidentales, vissée à leurs tubes cahotiques, suivent, comme un jeu vidéo, l'épisode suivant du feuilleton entamé lors de la guerre du Golfe. À coups de "frappes chirurgicales" et de "dégâts collatéraux", l'OTAN mène une guerre de riches.

Bombardant les populations civiles parmi les objectifs militaires, l'Alliance expose sa supériorité technologique en répétant que la survie des Kosovars s'arrête là où commence les pertes en vie humaines des seigneurs de la terre. Cynisme. En définitive, cette guerre sert moins à sauver des vies humaines qu'à démontrer le potentiel militaire des maîtres du monde. Que la leçon serve à tous ceux qui auraient un jour des velléités de s'y opposer.

Pour terminer, rappelons aux citoyens des pays riches que pleurer devant la télé n'a jamais sauvé personne.

Alors, camarades, loin de la logique binaire des "bons" et des "mauvais", entrons dans l'ère de la complexité et aux côtés de nos frères kosovars et serbes qui se battent, à la vie à la mort, contre leurs nationalismes respectifs, battons-nous ici contre la bête immonde qui s'infiltré dans toutes les sphères de l'État.

Contre tous les nationalismes, exigeons l'ouverture des frontières et l'accueil de tous les réfugiés, européens, mais aussi africains ou asiatiques.

Pour une société humaine multiculturelle, accueillons toute la richesse du monde et forçons le gouvernement à régulariser tous les sans-papiers !

Babar
Alternative Libertaire

L'appel des syndicalistes du Kosovo

Aux peuples d'Europe, en particulier aux syndicats, associations, organisations d'étudiants, organisations de défense des droits de l'homme et organisations humanitaires.

Le peuple du Kosovo a désespérément besoin de votre aide. Le nettoyage ethnique a chassé des centaines de milliers de citoyens albanais du Kosovo de leurs maisons. Cette violence et cette injustice sévissent depuis 1989 quand les troupes serbes ont occupé le Kosovo, qui avait auparavant un droit de veto à l'échelle fédérale, depuis qu'elles ont illégalement écrasé son parlement, sa constitution et toutes ses institutions légitimes, et ont fermé l'accès des écoles, collèges, universités et hôpitaux aux Albanais et ont licencié des ouvriers albanais de leur travail. Nous appelons les peuples d'Europe à nous défendre contre cette violence fasciste. Nous vous en prions, venez, comme vous l'aviez fait pour la Bosnie, avec des convois humanitaires, venez montrer votre solidarité, venez voir vous-mêmes ce qui se passe chez nous. Nous avons besoin de vous, sinon le génocide pratiqué par le régime serbe continuera jusqu'à ce qu'il arrive à créer un État "ethniquement pur". Mais si vous voulez arriver jusqu'à nous vous devrez affronter un obstacle : le régime serbe ne donne pas de visa à quiconque pourrait dire la vérité sur ce qui se passe au Kosovo et

pourrait mener une campagne de solidarité. Il y a un blocus autour du Kosovo, qui isole ceux qui souffrent du monde extérieur. Nous avons besoin de vous pour briser ce blocus. Nous avons besoin d'un corridor humanitaire qui relie le monde extérieur au Kosovo. Pour permettre que les victimes du nettoyage ethnique puissent échapper à leurs tortionnaires. Pour que de la nourriture, du matériel pour les écoles, tout ce qui est nécessaire à une vie humaine puissent arriver aux communautés qui résistent au nettoyage ethnique. Laissez vivre le Kosovo ! Pour arriver jusqu'à chez nous, vous devez donc vous organiser pour être assez forts pour que le régime serbe vous autorise à atteindre le Kosovo. Nous demandons à tous ceux et celles chez qui notre appel arrive d'organiser un convoi d'aide et de solidarité. Votre action sera un signal pour montrer que les peuples d'Europe ne permettront pas le nettoyage ethnique et ne laisseront pas les politiciens se contenter de promesses creuses, comme *Plus jamais la Bosnie*. Votre action donnera espoir et force à tous ceux qui, au Kosovo, veulent établir une société juste et démocratique, où tout le monde puisse vivre et travailler en paix. Nous vous en prions, contactez nous tout de suite. Notre avenir est entre vos mains.

25 Mars 1999

Agim Hyseni, de la part de SBASHK, Syndicat de l'Éducation, de la Science et de la Culture du Kosovo Ardian Kastrati ! Syndicat indépendant étudiant de l'Université de Pristina Nediha Grapci ! Association humanitaire du Kosovo *La main qui aide* ! Syndicat indépendant des travailleurs de la santé du Kosovo Xhafer Nuli ! Syndicat indépendant des mineurs de Stari Terg - Kosovo. **Contact :** Agim Hyseni tél/fax 381.38.26.112 ou Ardian Kastrati mail upsup@albanian.com. Prière de contacter aussi *Workers Aid for Kosovo* (Grande Bretagne) tél/fax 44.161.226.04.04 ; mail workersaid@redbricks.org.uk.

CNT (FRANCE)

**Nous sommes
tous des travailleurs
serbes
Nous sommes
tous des travailleurs
kosovars !**

Nous sommes tous des Serbes car nous nous reconnaissons dans l'ensemble des travailleurs et de la population civile de Serbie victimes des bombardements de l'OTAN et du régime dictatorial de Milosevic. Nous sommes tous des Kosovars car nous nous reconnaissons dans ces autres travailleurs et civils victimes de pratiques fascisantes depuis plus de 10 ans, et faire-valoir de menées impérialistes dont ils paient le prix fort : celui de leur vie. L'intervention de l'OTAN, loin de venir en aide au peuple albanais du Kosovo, ne vise qu'à démontrer la puissance des USA, à apprendre à tous à craindre ses menaces, et à forcer les Européens à suivre ou à se coucher. Pendant ce temps, les problèmes sociaux, y compris en Serbie, sont oubliés. La position de Milosevic lui-même s'en trouve renforcée, ceci d'autant plus que l'usage de la force est légitimée.

La Confédération Nationale du Travail ne se reconnaît nullement dans un pacifisme bêlant, mais dans un internationalisme qui devrait s'opposer à l'oppression des politiques de Washington, Paris, Berlin ou Belgrade, et des relais propagandistes que sont la majorité des médias.

À la guerre entre les peuples, la CNT oppose la guerre sociale tant il est avéré que les travailleurs n'ont aucun intérêt en commun avec leurs dirigeants et autres décideurs. Leurs guerres ne sont jamais les nôtres mais nous en sommes toujours les victimes, même dans nos "démocraties" où les premiers ministres ont décidé la participation aux frappes sans consulter aucune instance censée nous représenter. Aujourd'hui, les bombes tombent sur les villes de Serbie et du Kosovo, demain elles écraseront nos quartiers et nos cités si l'ordre et le régime sont menacés. Les "socialistes" et autres "rouges-verts" assoupliront encore leur grand écart pour soi-disant adoucir cette politique, mais aucunement la remettre en cause. Politiciens, financiers, militaires, va-t-en-guerre de salon, chantres de l'ethniquement pur et marchands de canons, sont tous unis pour soutenir ce système capitaliste qui nous oppresse et porte en lui les germes de la guerre estampillée profit. Dès aujourd'hui, soutenons les opposants aux nationalismes serbe, albanais ou d'ailleurs. Défendons la liberté de circulation et le droit d'asile pour tous en cessant de pleurnicher sur les réfugiés Kosovars, mais en les accueillant. Dénonçons les destructions, la terreur propagées par les gouvernements, et construisons un vrai mouvement internationaliste et révolutionnaire.

CNT-AIT

33 rue des Vignoles - 75020 Paris
international@cnt-f.org

LA GUERRE EN YUGOSLAVIE

**La pire
des solutions**

Le rythme mensuel nous impose
de prendre le recul de la réflexion.
À cet instant, nous ne savons pas
où en sera la guerre dans les Balkans.
Même s'ils sont dépassés, ces textes
n'en gardent pas moins leur pertinence...

1.

Au prétexte (car il s'agit bien, essentiellement, d'un prétexte) de la politique d'épuration ethnique menée par le régime serbe et son paravent "yougoslave" contre la population albanaise du Kosovo (soit 90% de la population de cette "province" serbe, l'OTAN bombarde depuis le 23 mars la Serbie, le Kosovo et le Monténégro. La responsabilité du pouvoir serbe est incontestable dans la crise du Kosovo, et ce pouvoir ne mérite aucune indulgence. Mais la responsabilité de Belgrade n'excuse pas l'irresponsabilité de Washington, et les derniers crimes du régime de Milosevic ne sont que la suite de ceux perpétrés pendant dix ans, dans l'indifférence à peu près générale. La commémoration de la création de l'OTAN, il y a cinquante ans, se fait donc par le déclenchement d'une guerre au prétexte de régler un problème que les États membres de l'OTAN ont laissé pourrir depuis dix ans.

En outre, les "frappes aériennes" sur des objectifs militaires, infrastructurels ou policiers, n'entravent nullement la poursuite des exactions serbes sur le terrain et pendant les bombardements, les massacres continuent : *terror as usual*. Le premier effet des bombardements de l'OTAN a été de chasser du Kosovo les organisations humanitaires. Leur second effet a été d'en chasser les observateurs diplomatiques et politiques. Leur troisième effet de donner au régime de Belgrade le prétexte pour en chasser les journalistes. Leur quatrième effet est d'accélérer la "purification ethnique" du Kosovo, par la provocation de l'exode des Albanais, les rapt, les assassinats, commis de plus en plus par des milices armées

que n'atteignent pas les "frappes" de l'OTAN. L'Alliance peut plastronner dans le ciel : à terre, c'est Milosevic qui gagne.

2.

L'intervention militaire de l'OTAN a été entreprise sans aucun mandat de la seule organisation internationale capable de donner un semblant de légitimité à ce type d'entreprise, l'ONU. La décision prise par la seule OTAN (c'est-à-dire, en fin de compte, par les USA) de se substituer à l'ONU est le meilleur constat possible de l'impuissance de cette dernière à concrétiser dans la réalité sa prétention à être l'organisation mondiale qu'elle est supposée être, et en même temps le diagnostic le plus précis possible de la réalité du respect du droit international par la seule alliance militaire restant en

lice. Le régime de Milosevic est haïssable, mais les "frappes aériennes" ne visent pas à son renversement. Elles ne visent qu'à sa neutralisation, et n'ont encore abouti qu'à celle de l'ONU. Si l'OTAN fait la guerre à Belgrade, elle n'a réussi qu'à désarmer l'ONU - les "purificateurs ethniques" à l'œuvre au Kosovo continuent leur besogne : le quart de la population du Kosovo est "déplacée".

3.

Le but affirmé (mais non réel) de cette démonstration de force, sans grand risque compte tenu de la disproportion des capacités militaires entre l'Alliance Atlantique et la Serbie, est d'"amener Milosevic à signer le plan de paix" mitonné par les Occidentaux (c'est-à-dire pour l'essentiel les Américains), non pour résoudre la crise kosovare. Or cette "solution" à la crise n'a nullement pour finalité le respect des droits et des libertés fondamentales des peuples concernés, et en particulier celui du peuple albanais du Kosovo à l'autodétermination, mais ne vise qu'à éviter que la crise du Kosovo dégénère en crise régionale. Il faut que l'ordre règne dans les Balkans et l'Adriatique, et la question kosovare y met du désordre. Si les Albanais du Kosovo avaient eu le bon goût de se laisser écraser, massacrer ou déporter en silence, l'ordre régnerait : celui des cimetières, mais l'OTAN s'en

serait accommodée. L'Alliance s'était en outre elle-même condamnée à intervenir militairement, dès lors qu'elle en avait agité la menace pendant des mois, sans autre résultat que celui d'entamer sérieusement sa propre crédibilité. L'OTAN ne bombarde pas la Yougoslavie pour défendre les droits des Albanais du Kosovo, ou pour éviter une catastrophe humanitaire (qu'elle contribue à aggraver), mais pour prouver qu'elle est capable de "faire ce qu'elle a dit". Même si c'est trop tard, même si c'est inefficace, même si elle n'a été mandatée par personne pour le faire.

4.

L'OTAN affirme vouloir par ses "frappes" contraindre Milosevic à signer le plan de paix élaboré à Rambouillet, mais la première bombe de l'OTAN n'est tombée ni sur Belgrade, ni sur Prishtina, elle est tombée sur Rambouillet, et ce que le premier missile a détruit n'est ni une infrastructure militaire, ni un casernement policier, mais le "plan de paix" concocté par Washington. Milosevic peut désormais signer ce texte : sa signature ne l'engage plus à rien et ce texte qui ne valait déjà pas grand chose ne vaut désormais plus rien.

5.

Même s'il perd la guerre, même s'il finit par rétablir l'autonomie du Kosovo dix ans après l'avoir abolie, même s'il est chassé du pouvoir, Milosevic aura fait triompher sa politique, et l'OTAN y aura contribué. Les bombardements de l'OTAN sont l'ultime contribution des "puissances" à la purification ethnique déclenchée en 1989 par Milosevic, avec l'abolition de l'autonomie kosovare accordée par Tito. La Yougoslavie "pluriethnique" (six Républiques, deux régions autonomes, trois religions, deux alphabets et quatre langues) a donné naissance à des États "ethniquement purs" (ou presque). Pour chaque peuple : un État, une langue, une religion. La présence d'un Kosovo albanais dans le cadre institutionnel serbe faisait éclater ce cadre. Milosevic voulait "serbiser" le Kosovo, l'UCK le séparer de la Serbie, les deux étaient au moins d'accord sur un point essentiel : Serbes et Albanais ne peuvent vivre ensemble. Il est d'ailleurs assez probable que Milosevic lui-même

sait que la Serbie a "perdu le Kosovo", et qu'elle ne peut plus guère espérer en conserver qu'une partie, au prix de déplacements massifs de population et au terme de dix ans de conflit. L'opération de l'OTAN contre la Yougoslavie offre à Milosevic la possibilité de se maintenir au pouvoir tout en renonçant (au moins apparemment) à cela même qui lui permit d'arriver au pouvoir.

6.

Le droit fondamental des Kosovars à l'autodétermination n'est ni le souci premier de l'OTAN, ni le principe cardinal du plan de paix occidental. Ce qui importe aux premiers, et qu'ils espèrent obtenir par le second, c'est qu'un minimum d'ordre règne dans la région. Tout le monde s'est accommodé pendant vingt ans de l'écrasement des Albanais du Kosovo. Tout le monde continuerait de s'en accommoder, si les Albanais du Kosovo n'avaient eu le mauvais goût de vouloir y mettre fin, et la prétention d'y résister - d'abord pacifiquement, puis, après l'échec de la stratégie non-violente d'Ibrahim Rugova, en prenant les armes. Il n'est sans doute pas inutile de rappeler la totale absence de soutien réel apporté par l'"Occident" au mouvement national albanais du Kosovo lorsque celui-ci menait une résistance non-violente à la purification ethnique, organisant l'élection au suffrage universel d'un parlement et d'un président kosovar, se dotait d'un gouvernement représentatif de 90% de la population kosovare, et reconstruisait dans la semi-clandestinité un système scolaire, social et sanitaire détruit par le pouvoir de Belgrade. Les bombes de mars 1999 ne peuvent faire oublier les dix ans de silence assourdissant qui ont accompagné la résistance kosovare à Milosevic, et l'absence, voire le refus, de tout soutien à la lutte des Albanais pour leur droit à l'autodétermination, fût-ce au prix de modifications de frontières, voire d'une partition du Kosovo.

7.

L'intervention de l'OTAN n'est pas seulement sans légitimité, et ses justifications rhétoriques sans crédibilité, elle est également pour le moins tardive. Il est sans doute illusoire de tenter de vouloir "refaire

l'histoire", mais il n'est pour autant pas inutile de rappeler que la politique d'épuration ethnique est menée depuis plus de dix ans au Kosovo par le régime de Belgrade, et que si la revendication avancée en 1981 déjà par le mouvement national albanais du Kosovo, d'établissement d'une République du Kosovo, au sein de la Fédération yougoslave et sur pied d'égalité avec les autres républiques yougoslaves, avait été un tant soit peu soutenue par les États et les opinions publiques "occidentales", on n'assisterait peut-être pas aujourd'hui au spectacle des gesticulations aériennes de l'OTAN au-dessus des champs de massacres de population civile. De même, avait-il fallu que le régime de Milosevic ait déclenché, outre la guerre du Kosovo, une guerre avec la Slovénie, une guerre avec la Croatie et une guerre en Bosnie pour que l'on commence à trouver peu fréquentables les démagogues et les bouchers de Belgrade.

8.

L'OTAN ne bombarde pas la Serbie, le Kosovo et le Monténégro pour soulager les Kosovars de la pression du régime serbe, mais pour prouver qu'elle est désormais seule à "exister" en tant que force militaire à l'échelon international. Le but de l'opération lancée contre la Yougoslavie n'est pas de faire respecter le droit international, mais de manifester le nouveau rapport de force international : l'effacement de la Russie et la "non-encore émergence" de la Chine comme superpuissance mondiale permettant à la seule Alliance Atlantique de proclamer : "nous sommes l'ordre du monde". L'OTAN ne s'affirme donc pas seulement comme le "gendarme du monde", mais également et tout à la fois comme son législateur, son juge, son procureur et son jury : ce gendarme ne rend de comptes à personne, et applique une "loi" qu'il a décrétée lui-même. Cette loi est sa loi : non le droit des gens, mais le droit du plus fort.

9.

L'Alliance Atlantique n'a aucune autre légitimité pour agir que celle de la force, et cette force elle-même ne s'affirme que par la faiblesse de ses contrepoids potentiels : à l'image de son président, la Russie en est

réduite à des protestations symboliques et des menaces rhétoriques auxquelles personne n'accorde le moindre crédit ; la Chine se contente également de protester - les crises balkaniques étant tout à fait périphériques du champ de ses préoccupations, et les critères de légitimité juridique, politique et humanitaire d'une intervention militaire n'étant évidemment pas ceux qui la préoccupent le plus. Quant à l'Europe, elle s'est révélée incapable de "tenir" une ligne commune représentant une alternative à celle des USA. On ne peut ici s'abstenir d'ajouter que cette docilité européenne à l'égard des USA, et cette incapacité à mener une politique de réel soutien aux droits des Albanais du Kosovo, se manifeste alors que les partis socialistes participent à presque tous les gouvernements européens, et dominent ceux des principaux États de l'Union. La faillite de l'Europe est aussi, de ce point de vue, celle des socialistes européens.

10.

Au surplus, l'OTAN ne sert que de paravent aux USA. Les "partenaires" de Washington n'ont eu d'alternative que celle de suivre docilement le maître ou de rentrer à la niche. Il était évidemment absurde d'attendre de la Grande-Bretagne qu'elle agisse autrement que comme le 51ème État des USA : politiquement, Londres n'est plus depuis cinquante ans qu'un faubourg de Washington. Il est en revanche inquiétant qu'aucun des autres grands États européens n'ait été capable de développer une alternative à Milosevic en Serbie et en Yougoslavie, et de soutien au mouvement national albanais du Kosovo lorsque celui-ci ne s'était pas encore résigné à l'usage des armes.

11.

Enfin, l'absence de crédibilité des prétextes invoqués pour l'opération de l'OTAN éclate lorsque l'on compare l'apparente intransigeance de l'Alliance à l'égard du régime serbe avec sa complicité ou sa prudence à l'égard de régimes tout à fait comparables à celui de Belgrade dans leurs conceptions des droits de l'Homme. Les Kurdes auraient tort d'attendre que l'OTAN leur accorde la même attention qu'elle fait mine d'accorder - dans ses discours - aux Kosovars : la Turquie, qui mène au

Kurdistan une guerre aussi sale que la Serbie au Kosovo, n'a rien à craindre de l'Alliance : elle en fait partie. Les Tibétains n'ont pas plus d'illusions à se faire : l'OTAN ne va pas bombarder la Chine au prétexte de les libérer : il y a des "morceaux" politiques et militaires trop gros pour le "gendarme du monde", courageux mais pas téméraire, et des marchés économiques trop importants pour ses fournisseurs. Il en va de la Serbie comme de l'Irak et de Milosevic comme de Saddam Hussein : les Alliés ne s'attaquent qu'à des adversaires qu'ils savent sans réelle capacité de résistance durable, et ne s'y attaquent que pour leur montrer "qui commande sur cette planète". Après quoi, Milosevic pourra rester au pouvoir - comme Saddam - ou en être chassé, cela importe peu. Comme importe peu le sort réel des Kosovars ou des Kurdes d'Irak, et moins encore celui des Tibétains.

12.

Une fois l'exhibitionnisme militaro-industriel occidental terminé au-dessus de la Serbie, du Kosovo et du Monténégro, il faudra bien que l'on tente de résoudre, politiquement, la crise, et que l'on en assume, humanitairement, les conséquences. Or, il n'y a aucune solution durable aux crises qui secouent les Balkans si une perspective n'est pas donnée de coexistence politique des peuples de cette région dans un ensemble institutionnel commun et démocratique. L'enfermement ethnique de chaque peuple dans un "réduit national" épuré des populations réputées allogènes ne peut conduire, à terme, qu'à l'affrontement direct de ces "réduits" entre eux. Or, c'est précisément cet enfermement que favorise l'intervention atlantique - outre qu'elle va sans doute permettre d'achever le processus d'éclatement de la "Yougoslavie", en détachant le Monténégro de la Serbie. Or, les déplacements massifs de populations que ces purifications ethniques en chaîne provoquent, créent dans tous les États de la région des foyers d'irrédentismes et de crises qui ne peuvent, tôt ou tard, que dégénérer en reproduisant les conflits qui les ont suscités. On rappellera enfin que tous les peuples des Balkans ne revendiquent pas un "État à eux" (et à eux seuls), et qu'il en est au moins un qui s'y refuse et qui ne conçoit pas le respect de ses droits comme la négation des droits des autres : le peuple tzigane, présent (comme minorité) dans tous les États de la région, victime dans

tous les États de la région de toutes les épurations ethniques qui y sont conduites.

En conséquence de tout ce qui précède...

Nous appelons les opinions publiques, les organisations démocratiques et les mouvements solidaires de nos pays à condamner à la fois l'épuration ethnique et la politique de terreur menée par le régime de Milosevic au Kosovo et la prétention de l'OTAN à se substituer à tous les autres acteurs internationaux dans la recherche d'une solution politique de la crise du Kosovo.

Une solution politique

Nous affirmons que cette solution politique ne peut se construire que sur...

! Le respect du droit d'autodétermination du peuple albanais du Kosovo, et par conséquent de son droit à la séparation d'avec la Serbie. Le "plan de paix" de Rambouillet est à cet égard totalement insatisfaisant, et la restauration de l'autonomie du Kosovo totalement obsolète.

! Le respect des droits des minorités nationales du Kosovo, en particuliers des Serbes et des Tziganes. Un "Kosovo purement albanais" est un projet politique de même nature que celui d'une "Serbie purement serbe".

! Le soutien au principe de la coexistence des différentes nationalités dans un ensemble régional "multi-ethnique", construit sur la base des pouvoirs et des communautés locales et non des États.

! Le jugement des criminels de guerre.

Appuyer les dissidents de tous les camps...

Nous affirmons également la nécessité d'un soutien à l'opposition démocratique serbe. Un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre. Si la meilleure forme que puisse prendre notre soutien au peuple serbe est sans doute notre solidarité avec le peuple albanais, afin de libérer les Serbes du poids du Kosovo, il nous faut également affirmer qu'il n'y a de solidarité crédible avec le peuple albanais qu'accompagnée d'une solidarité à l'égard du peuple serbe, et d'un soutien concret à l'opposition démocratique serbe, et aux mouvements démocratiques et citoyens en Serbie, au Kosovo et au Monténégro.

Droit d'asile et liberté de circulation

Nous appelons enfin à la défense résolue du droit d'asile et de la liberté de circulation en Europe, en particulier pour les Kosovars fuyant le champ de bataille qu'est devenu leur pays. Il n'est pas acceptable que les mêmes gouvernements qui dénoncent l'épuration ethnique au Kosovo en refoulent les victimes à leurs frontières.

Pascal Holenweg
holenweg@vtx.ch (Suisse)

Ce texte a été piqué sur la liste de diffusion conflit-
Le titre et intertitres sont de la rédaction d'AL.

DROITS DE L'HOMME, DROIT AUX...

Massacres sans images

Dans d'autres pays que la Belgique, on répète que dans la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie, comme dans toutes les guerres, la

première victime est la vérité. Ce n'est pas en Belgique que 100.000 personnes défilent contre les frappes de l'OTAN. C'est en Italie. En Belgique, il est interdit de manifester dans la rue son opposition à la politique de l'appareil militaire et idéologique de l'Alliance (mais non à celle de l'Europe ou des gouvernements occidentaux).

Un des buts des ingérences en cascade que constituent l'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie et plus généralement le comportement des Etats-Unis à l'égard d'autres Etats jusqu'à présent considérés comme souverains est de rendre le droit international obsolète et qu'il n'y ait plus de souveraineté des Etats. Ceci implique que tout Etat qui déplaît aux Américains -et aux Occidentaux qui leur sont soumis-, est unilatéralement condamné par eux à recevoir l'extrême-onction de bombardements chirurgicaux.

Raison invoquée pour une diabolisation en coupe réglée : le non-respect des droits de l'homme. On a évidemment que l'embarras du choix. Partout dans le monde, on trouvera bien un ou plusieurs droits humains qui ne sont pas respectés. Pour pouvoir choisir de façon rationnelle et pragmatique au nom de quel droit bafoué on pourrait bombarder, on regarde la carte du monde pour voir là où on a des intérêts stratégiques (économico-militaires). Encore mieux est de déterminer les intérêts géostratégiques, puis, comme la terre est composée d'Etats-Nations (à part l'Antarctique), on regarde de plus près là où il faut, pour examiner et déterminer au nom de quoi on pourrait bien bombarder : quelles sont les parties en présence, les oppositions, la cause de celles-ci... Y a-t-il des extrémistes, où sont-ils, comment les contacter, installer un réseau d'assistance avec eux. Quels sont les moyens à mettre en œuvre, l'argent à investir. Les autorisations et les instructions à recevoir des administrations compétentes (CIA, OTAN, FMI...). N'y a-t-il pas incompatibilité avec d'autres entreprises de la même sorte dans le monde ? Quelle est la qualité de la couverture médiatique ? Quelle doit être la politique à l'égard des médias ? Vers quoi faut-il les tourner ou plutôt les détourner ? Peut-on se permettre de dévoiler les cartes du jeu et à quel moment. Faut-il donner de véritables informations ? Quelles en seraient les conséquences ? Comment mentir et rester crédible ? Comment assurer des préparatifs de dimensions mondiales

sans que ça se sache trop ? Quelles sont les cordes sur lesquelles jouer pour venir à bout de toutes les prétentions d'indépendance des ministres ou "souverains" des pays étrangers ? De quoi pourrait-on les menacer en coulisses pour que publiquement ils donnent leur aval ? Ou alors, que pourrait-on leur promettre (et qu'on a déjà promis à d'autres) pour qu'ils s'engagent dans la bataille ?

Venir à bout de la souveraineté des Etats n'est pas une mince affaire. Cela coûte beaucoup d'argent. Il faut donc aller vite et obtenir le plus rapidement possible l'unanimité de la communauté internationale. Faire tourner à plein rendement les ambassades, les satellites espions et les agents secrets. Etre massivement sur place dans des temps records et frapper le plus vite possible après des mascarades de négociations lors desquelles on aura pris soin d'empêcher toute issue favorable (tous ces investissements pour rien, pas un kopeck, non !...) Se donner cinq minutes un image de bon prince -juste pour la photo- en menaçant de frapper sans frapper. Puis frapper (puisque c'est le but) selon les plans établis. Et à ce stade, surtout, ne pas se retenir : tout bousiller. Pas question de perdre de temps et d'argent dans des guerres à moitié faites. Il s'agit d'assurer les investissements des commanditaires. Envoyer les commentaires et les photos des massacres avant que les journalistes arrivent et pour qu'ils ne ressentent surtout pas le besoin de se déplacer. Merde, pas assez d'horreur humanitaire, c'est toujours les mêmes photos qui se recourent : on massacre à la demande des médias. Pas assez de réfugiés ? On bombarde les villes pour faire fuir les habitants. Le public reste malgré tout critique, il subodore l'arnaque : on rajoute une louche d'humanitaire. Comment voulez-vous rester indifférents devant les p'ti n'enfants qu'en ont ras le cul d'être perdus dans cette marée humaine, terrifiés à l'idée que leur vie, ce n'est plus à eux mais qu'elle appartient à la communauté internationale, à l'OTAN, aux médias. Ces institutions de l'épuration ethnique de l'humanité, aussi désincarnées que le dollar.

Comment ne pas trembler devant cette insensibilité mondiale qui se prête à tous les massacres dès que le besoin s'en fait sentir ?

Tout ça, c'est clair comme de l'eau de roche. Et pourtant, personne ne le croit. Le mensonge est tellement énorme, les médias nous prennent tellement pour des cons, qu'on ne peut pas croire que c'est le contraire de ce qu'ils disent qui est vrai. Aucun des médias ne se pose une des questions énoncées. Parce qu'entrer dans cette voie les amènerait tôt ou tard à révéler le pot-aux-roses avec ses multiples et infinies corrélations (voir, sur le plan local l'"affaire Dutroux"). Il faut donc **composer** une info-spectacle la plus superficielle possible et dont la seule cohérence est la même soumission aux *autorités*, à leurs volontés, à leurs objectifs. Il est nécessaire qu'à tous les niveaux de l'actualité aucune information réelle ne vienne recouper le sentiment latent que tout ça, c'est de l'arnaque. Pour que règne le nouvel ordre mondial, il est nécessaire que les populations soient plongées dans la plus abjecte des ignorances et que leurs capacités à élucider le mythe ne soient pas supérieures à celles d'un ver de terre.

François

**La France
ne peut accueillir
toute la misère
du monde (1),
elle est trop occupée
à la bombarder !**

Milosevic est responsable d'une épuration ethnique qui rivalise avec ce que l'histoire a connu de pire. C'est un fasciste. On ne peut donc qu'être d'accord pour qu'il soit, lui et sa clique, mis hors d'état de nuire. C'est l'objectif affiché par les bombardements de l'OTAN qui frappent l'ex-Yougoslavie depuis le 23 mars. Car, d'après l'OTAN et les gouvernements qui soutiennent ces opérations, il faut intervenir pour empêcher "une catastrophe humanitaire". Et pour nous convaincre,

on nous rappelle l'histoire : ne pas intervenir c'est se rendre complices d'un nouveau "Munich" et laisser faire le nouvel Hitler en toute impunité. Là, forcément, on se sent un peu morveux si on avait quelques doutes et on applaudit à deux mains le soldat Ryan ; en se disant que, par procuration, on est un peu les sauveurs des peuples opprimés, voire du Monde. Il va bien y avoir quelques morts mais on ne fait pas de géopolitique sans être un peu bœuf... Alors c'est bon, on peut avoir la conscience tranquille et faire confiance à nos gouvernants et à l'OTAN, qui tiens, d'ailleurs ne nous avaient rien demandé.

Sauf que c'est un peu court. Car après une semaine de bombardements on peut déjà faire les constats suivants :

* La décision a été prise comme une décision de routine, qui n'engagerait que ceux qui la prennent. L'OTAN n'a pas eu d'aval de l'ONU, et les gouvernements n'ont pas daigné consulter leurs Parlements respectifs et encore moins le citoyen lambda. Une poignée de personnes déclarent la guerre avec autant de facilité qu'on changerait le canapé de son salon. Et elle le fait au nom du rétablissement de la démocratie dans un autre pays.

* Loin d'avoir empêché une catastrophe humanitaire, les bombardements en ont provoqué une énorme. Ce sont actuellement des centaines de milliers d'Albanais qui fuient le Kosovo, menacés par la politique d'épuration ethnique de Milosevic, accrue par les bombardements et le climat de terreur qui en découle.

* Car les bombardements, en créant un état de guerre déclarée, permettent au pouvoir de Milosevic de se durcir. Rien de mieux que *La patrie en danger* pour exacerber le nationalisme et asseoir une dictature. Et les bombardements permettent donc également à Milosevic d'éliminer tout mouvement démocratique serbe sans protestation et sans visibilité puisqu'il a également interdit la presse serbe indépendante et expulsé les journalistes étrangers. Et sans doute ne tarderont-nous pas à apprendre qu'il y a des victimes civiles serbes, aussi bien du fait du régime serbe vis-à-vis des opposants, que du fait des bombardements, la notion de guerre propre étant un mensonge de stratège en chambre.

Certains vont donc se dire : *Tout ça, c'est parce que les bombardements, finalement, c'est un truc de mauviettes. Quand faut y aller, allez-y.* Et passons à la "phase terrestre" comme disent les stratèges. La guerre totale quoi. *Et là Milosevic, tu vas voir ta gueule à la récré !* Encore un peu court... Car, là encore, la victime ne sera pas Milosevic mais les populations civiles, serbe et kosovar. Le régime de Milosevic sera peut-être abattu mais il ne restera, vu la vitesse à laquelle on compte les victimes, plus grand monde sur place pour s'en réjouir. La guerre n'est pas une partie de foot (même si des fois l'inverse est vrai...).

Cela ne fera qu'empirer le carnage en cours, avec le risque qu'il dégénère à plus grande échelle : le Monténégro dans un premier temps, les pays voisins par la suite.

Et l'on ne peut que se poser des questions sur tout ceci. Pourquoi maintenant ? Ça fait dix ans que ce taré perpète un génocide et quasiment personne n'a rien dit. Les Kosovars et les Bosniaques le savent bien. C'est vrai que le fait que l'on ne soit pas intervenu avant n'est pas, en soi, une raison pour ne pas le faire maintenant. Mais c'est une raison pour se demander quels sont les objectifs réels de tout ceci. Car si l'objectif était réellement Milosevic ; *a priori*, vu la précision des joujoux de l'OTAN, une seule bombe aurait suffi... Car que risque d'être l'issue de tout ceci ? Si on s'en tient au régime de Milosevic, qu'il soit encore en place ou non, il aura accompli complètement son programme politique : l'épuration ethnique. Et il y a de grandes chances qu'il soit encore en place, regardons vers Bagdad... Le but ne semble pas être d'éliminer politiquement Milosevic mais de le neutraliser militairement. Quant au sort des Albanais du Kosovo et de l'opposition serbe, cela ne semble pas (dans les faits) préoccuper spécialement les déclencheurs des bombardements. Juste éviter que la marmite ne déborde... Mais le but est aussi de montrer que dans le nouvel ordre mondial, l'OTAN est la loi qui n'a de comptes à rendre à personne. Qu'il y ait des dictatures, l'OTAN n'y voit pas d'objection, si elles ne prétendent pas remettre en cause cet ordre.

Pour sortir de cet engrenage il est donc urgent de stopper les bombardements en cours, et d'écarter tout règlement militaire du conflit. Ensuite c'est politiquement que Milosevic (et son régime) doit être abattu. Milosevic est un criminel de guerre et un criminel contre l'humanité. Il doit être jugé comme tel. C'est le minimum pour espérer trouver une issue qui ne soit pas un carnage. Ensuite, il faut reconnaître au peuple albanais du Kosovo son droit à l'autodétermination. Avec comme condition que cela se fasse dans une perspective de respect des minorités, à savoir serbes et tziganes. L'essentiel d'un espoir pacifique et démocratique réside dans les sociétés civiles serbe et albanaise. C'est en soutenant réellement les composantes démocratiques de ces peuples et non en opposant les peuples entre eux que l'on peut espérer voir la barbarie reculer. Actuellement l'Europe bombarde. Cela provoque un exode massif. Des gens fuient leurs pays sous la contrainte. Que les responsables politiques ne poussent pas l'hypocrisie jusqu'à dire qu'on ne peut pas les accueillir...

Maison des Peuples et de la Paix
6 bis rue Marengo
16000 Angoulême
Peuples16@aol.com

(1) Phrase trop célèbre de Michel Rocard. L'une de celles qui ont contribué à banaliser les doctrines du FN. On serait tenter de dire l'une de celles qui *font le jeu du FN* mais le brevet de cette expression a été déposé par d'autres. *La novlang, encore la novlang...*

17 ONG YOUGOSLAVES LANCENT...

L'appel de Belgrade

Profondément bouleversés par les destructions provoquées dans notre pays par les attaques de l'OTAN, et par la terrible situation que traversent les albanais du Kosovo, nous, représentants d'organisations non-gouvernementales et de la Confédération Syndicale *Nezavisnost* (Indépendance), demandons avec toutes nos forces à ceux qui ont perpétré cette tragédie qu'ils prennent immédiatement les mesures nécessaires visant à créer les conditions pour une reprise du processus de paix.

Depuis deux semaines déjà les pays les plus puissants du monde du point de vue militaire, politique et économique causent la mort d'êtres humains et détruisent les installations militaires et civiles, les ponts, voies ferrées, usines, chaufferies, dépôts de combustible. Ceci a provoqué un exode de proportions inconnues jusqu'à présent. Des centaines de milliers de Yougoslaves, principalement d'origine albanaise, se sont vus obligés d'abandonner leurs maisons détruites pour échapper aux bombes et aux actions militaires du régime et de l'UCK (Armée de Libération du Kosovo), avec l'espoir de trouver le salut dans le tragique statut de réfugié. Il est hors de doute que tout ceci mène à la catastrophe, et que la solution négociée et pacifique du problème du Kosovo, que nous proposons avec fermeté depuis plusieurs années, est maintenant plus lointaine que jamais. Nos efforts pour développer la démocratie et une société civile en Serbie, et favoriser le retour aux institutions internationales, étaient menés sous la pression constante du régime serbe. Nous, représentants des groupes civiques et des organisations, avons œuvré de manière hardie et permanente contre les politiques de caractère belliciste et nationaliste, et en faveur des droits de l'homme ; en particulier, nous avons concentré nos efforts

contre la répression exercée à l'encontre des Albanais du Kosovo. Nous avons insisté sans relâche sur le respect de leurs droits humains et de leurs libertés, ainsi que sur la restauration de l'autonomie pour le Kosovo. Durant ces années, les groupes de la société civile serbes et albanais furent les seuls à maintenir les contacts et à coopérer dans la réalisation des tâches communes. L'intervention de l'OTAN a détruit tout ce qui fut obtenu jusqu'à présent, et a sapé la survivance même de la société civile en Serbie.

Confrontés à la situation tragique actuelle, nous présentons les demandes suivantes au nom de l'humanité et des valeurs et idées qui ont guidé nos activités :

- Nous demandons l'arrêt immédiat des bombardements et de toutes les opérations armées.
- Nous demandons la reprise du processus de paix avec une médiation internationale tant à l'échelle régionale (les Balkans) qu'européenne et des Nations Unies.
- Nous demandons à l'Union Européenne et à la Russie qu'ils assument leur part de responsabilité pour trouver une solution pacifique à la crise.
- Nous demandons qu'il soit mis fin à la pratique de purification ethnique et qu'on garantisse le rapatriement des réfugiés.
- Nous demandons un soutien à la paix, la stabilité et la démocratisation au Montenegro, ainsi que l'adoption de mesures visant à atténuer les conséquences de la crise des réfugiés dans cette république.
- Nous demandons aux médias serbes et internationaux qu'ils informent de manière professionnelle et impartiale sur ce qui se passe ; qu'ils s'abstiennent de prendre parti dans la guerre d'information et de diffuser la haine inter-ethnique, l'hystérie et l'exaltation de la force comme s'il s'agissait de l'unique forme raisonnable pour sortir de la crise. Nous nous voyons incapables d'y arriver par nous-mêmes. Nous attendons votre soutien à nos demandes et votre aide pour que ces dernières, au travers de vos actions et initiatives, deviennent réalité.

9 avril 1999

Signataires :

- Association des citoyens pour la démocratie, la justice sociale et le soutien aux syndicats
 - Centre EKO
 - Centre pour la démocratie et les élections libres
 - Centre pour la décontamination culturelle
 - Centre pour la transition vers la démocratie
 - Cercle de Belgrade
 - Comité des droits de l'homme d'avocats yougoslaves
 - Comité Helsinki pour les droits de l'homme en Serbie
 - Forum pour les relations ethniques
 - Fondation pour la paix et la gestion des crises.
 - Groupe 1984
 - Initiatives civiques
 - Mouvement européen en Serbie
 - Femmes en Noir
 - Unions des Étudiants de Serbie
 - Union pour la vérité sur la résistance antifasciste
 - VIN (hebdomadaire de télé-information)
 - NEZAVISNOST, confédération syndicale.
-

BOLLEWINKEL / LA CHRONIQUE DU BILL

Conversations sous les bombes

À mon boulot.

Jean- Paul: - *En tout cas, je suis content qu'on bombarde ce Milosevic.*

Roger: - *En tout cas, j'en ai marre de voir des enfants pieds nus dans la neige pendant mon souper, alors, qu'ils bombardent! Qu'est-ce que tu penses, toi ?*

Le Bill: - *Je suis absolument contre. J'ai des amis là-bas.*

Jean- Paul: - *T'es pour les Serbes ?*

Le Bill: - *Je ne peux pas être contre un peuple! Heureusement, j'ai des amis croates et musus, comme toi t'as ton Juif et Roger son nègre.*

Jean- Paul: - *Mais Milosevic est un fasciste, un communiste...Il a fait sortir les enfants d'une école et les a exécutés tous dans la cour.*

Le Bill: - *Je ne crois pas ça. Roger, toi, tu as entendu ça ?*

Roger: - *Oui, oui.*

Le Bill: - *Où ça ? A la radio ? A la télé ? Un journal ?*

Roger: - *Je ne sais plus, mais je crois bien me souvenir.*

Jean- Paul: - *Je t'assure, ils les ont sortis des classes et les ont exécutés.*

Le Bill: - *Tes sources! Amène-moi l'article.*

Jean- Paul: - *Ou en tout cas les profs.*

Le Bill: - *Et le pont de Mostar, qui c'est qui l'a détruit ?*

Jean- Paul: - *Les Serbes!*

Le Bill: - *Bon, alors tout va bien. Là, c'était les Croates. Les Serbes étaient partis, chassés par les uns et les autres.*

Jean- Paul: - *Bien fait.*

Au téléphone

Dans la toute première nuit des frappes, on a tagué sur les murs de Belgrade: "*Bombardez- nous vite, qu'on puisse repeindre!*". Puis il y a eu les cibles (target) et les concerts rocks.

Aussi les artistes qui, tous les jours, de 14 à 17 heures peignent dans la rue Knez Mihajlova, devant les locaux de leur association de peintres (ULUS), pour protester contre les bombes:

"Avion furtif descendu ? Excusez- nous, on l'avait pas vu!"

Dans la nuit du lundi 13 au mardi 14, on a bombardé pendant 12 heures d'affilée. J'ai réveillé Vesna, 35 ans, divorcée, un enfant, Belgradoise, le lendemain vers 22 heures. Je me suis excusé, évidemment, mais j'avais essayé tous les numéros de Belgrade pendant deux heures. J'ai pas vu le temps passer.

- Comment ça va ?

- Ca va, ils ne bombardent pas, ce soir, je vais dormir un peu. Mais c'était très pénible parce qu'on n'a pas dormi du tout: douze heures, de cinq heures du soir à cinq heures du matin. D'habitude, les sirènes commencent vers 19h30 ou 20 heures. Ils bombardent quelques heures, puis on va dormir, on s'est habitué, on a pris le rythme. Mais là, c'était vache.

- Et vous faites quoi, la journée ? Y a à manger ?

- Oh, mais je vais travailler, tiens, tant qu'on est vivants, j'ai besoin d'argent! Y a à manger, après huit ans d'embargo, on sait y faire, puis les prix sont abordables. La grande question, c'est comment on va vivre après: ils détruisent tout. Le matin, en allant au boulot, à gauche ou à droite, il y a un building en moins. Ils détruisent les ponts.

- Quoi, ils ont bombardé les ponts à Belgrade ?

- Non, à Novi Sad, mais il nous a fallu cinquante ans pour construire tout ça! On est un petit pays pauvre et vous vous mettez à dix- neuf pays pour nous détruire!

- Ecoute, malgré la propagande, tout le monde ici n'est pas d'accord avec l'OTAN!

- Oui, je sais. On sait cela. Soutenez- nous, on en a besoin. On a besoin de savoir que ce ne sont que les dirigeants qui font cette guerre.

- Tu peux être sûre de notre soutien. On est avec toi. Courage et dors bien...Et Filip, ton fils, il ne va quand même pas à l'école ?

- Non, il est à Surcin.

- Près de l'aérodrome ?!

- Ben, évidemment, là, on ne peut pas se cacher, mais ici, c'est pire alors!

- Vesna, venez jusqu'à la frontière hongroise. Je viendrai vous chercher.

- Mais on n'a pas d'argent, le Bill. Merci!

- Mais t'as pas besoin d'argent, t'as juste besoin d'arriver à Subotica. Chez nous, vous serez bien reçus comme étrangers. Nous aimons les étrangers, nous aimons les Serbes, nous aimons encore plus les mères de famille. Chez nous, nous ne torturons pas. Nous avons la liberté de presse. Trois langues, six flics. Des centres pour réfugiés barbelés, mais corrects: nous n'avons de prisons que pour les méchants. Or, tu es gentille, viens donc en confiance.

- Tu sais, le Bill, on devrait s'exiler tous, mais nous restons sur notre motte d'argile. Nous mourrons ici. Merci quand même. Par contre, ton coup de fil me fait plaisir.

Le lendemain au siège de l'OTAN

" On va intensifier nos bombardements. En ce qui concerne les dégâts collatéraux, bien qu'inévitables, et de la seule responsabilité de Milosevic, on fera plus attention aux civils, du moins aux civils innocents"

Moi, je n'ai pas besoin de revoir la gamine dans les inondations du Mexique une minute avant de sombrer, trente secondes avant, cinq trop tard, elle est morte. Je n'ai pas besoin de savoir si elle est morte noyée ou épuisée.

Je n'ai pas besoin de regarder la TV pour imaginer les familles de paysans et celles des intellos, vieux et bébés compris, dans les aubépines des collines, pour savoir qu'ils sont les victimes d'une politique criminelle. Ni que je subis une propagande effrontée, indécente. Je n'ai pas besoin de mon Roi des Belges pour savoir qu'il trahit mon humaanaité. Que mon Premier ministre Dehaene- porcelet et celui de la Défense Poncelet- Pilate passent la main sanglante à des inconnus fortunés et saupoudrés de poudre à canon américaine.

Je n'ai pas besoin de voir les Kosovars pour imaginer leurs souffrances.

Si Rambouillet avait été possible - en terme de politique à la con, je parle-on aurait négocié, mis six fers au feu, pour arriver à un accord diplomatique.

Ici, nous espérons le contraire. On a joué au jeu de cons. C'est effroyablement puénil. Ce sont des gosses qui nous dirigent. Kubrick (cf. Le docteur Folamour), au secours! Kusturica à moi!

Des gosses qui tuent avec l'index pointé, poing fermé, sauf le pouce: - *Pfouiii! Pfouii! Braoum! Braouf! Oufti! la belle bleue!*

On s'est dit: - *ça, i va pas signer. Alors, panpan cucul. Deux jours et i signe.*

On a dit: - *I signe pas. Ca, c'est salo! Panpan cucul! Deux jours et tu signes!*

Après trente jours, on se dit: - *i signera ou i mourra. Alors, c'est le même. Et nous panpan cucul six mois, alors.*

Alors nous, humanitaires pour varier. Attention, nous l'OTAN, pour l'humanitaire, on est mauvais. C'est vous, chers téléspectateurs qui êtes les meilleurs! C'est là que vous voyez comme nous faisons des

efforts: 10000 tonnes de bombes et on sauve une famille; 300 000 missiles et on sauve 4 villages de 6 familles. Cinquante milliards de dollars de bombes et on offre le porridge de huit heures.

Attention, tout cet arsenal, ne vous y trompez pas, c'est contre **UN** homme, que nous nommons: Monsieur l'infâme Sloba. Nous n'en avons en aucun cas contre le peuple serbe. Notre aide irait évidemment à ce peuple si nous pouvions l'atteindre, mais aujourd'hui, il n'y a que nos bombes qui lui parviennent, collatéralement. Dieux nous pardonnent. Puissent les Serbes avoir confiance. Soient- ils assurés que nous arriverons à nos fins. Puissent- ils survivre. A Sloba.

Sur le répondeur

- Ici Sinisa. Bonjour, vous. J'ai trouvé le truc pour téléphoner. On va bien, on est vivant. On nous bombarde la nuit, le jour. On vit dans les caves. Mais ça va. Allez, tchao!

On décroche à temps

- Ici Zoran, tu dois m'aider. J'ai perdu ma charge à Pristina, aux Beaux-Arts. Tout est détruit, là- bas. Tu dois m'aider: vends les gravures et les aquarelles, j'ai besoin d'argent. J'ai plus rien. Je t'en prie, aide-moi!

- Et comment je fais parvenir le pognon ? Par banque ?

- Non. Tu me dis quand t'as vendu et je peux dire que j'ai de l'argent en Belgique.

Contact avec Novi Sad

- Allo, Boja, comment tu vas ?

- Super. Moi j'ai 75 ans, ils ne me feront pas courir à la cave. M'en fous! Je regarde votre propagande sur CNN. I traduisent. Alors là, vous ne croyez pas ça, tout de même! On viole, on massacre! Vous êtes fous ou quoi ? Comment pouvez- vous croire ce qu'on vous raconte ?

- Donne- moi des infos en vitesse avant que nous ne soyons coupés!

- OK. L'OTAN a détruit deux cents écoles (dans la région ? En tout ?), pratiquement tous les ponts. Vos F16 de précision ont visé un hôpital militaire et pan dans un hôpital civil, bravo! Nous avons descendu huit hélicoptères, une quarantaine d'avions ou plus, dont un furtif. Tu connais la blague...

- Je connais, oui.

- Nous avons liquidé tout ce qui est UCK sur le territoire, à part quelques bandes dans les montagnes. L'artillerie albanaise a bombardé la frontière pendant douze jours. Cette nuit, l'OTAN a bombardé une dizaine de villes, dont Zlatibor, tu te rends compte! Une ville de curistes! Tout est détruit. Ce pays est foutu. Ils prétendaient affaiblir militairement le régime de Milosevic, mais c'est le pays civil et son économie qui sont détruits.

Est- ce que vous vous posez la question de savoir pourquoi tout ça arrive ? Que veulent les Américains ? Quel est leur véritable but ?

RTBf, 8 heures, 21 avril

Les Serbes ont fermé la frontière: il y avait 100 000 réfugiés. La colonne a disparu en quelques heures. L'OTAN pense que les Serbes les ont massacrés.

Ici ULUS! (Association d'artistes de Serbie)

- Nous avons bien reçu votre fax de soutien du Canada, merci.

Si vous pouviez faire ça de manière plus officielle, ça nous aiderait. Faxez- le au ****381 11 622 281**. Et des caricatures, si vous avez. Ici, on fait des actions tous les jours.

Vous pouvez aussi envoyer des gravures. Nous les vendrons chez nous au profit des blessés. Ici, il n'y a pratiquement que la Croix Rouge russe qui nous aide, quand on ne les bloque pas à la frontière hongroise. Et un peu la Grèce.

- OK, compris. On vous envoie ça. Courage! COURAGE!

Qui répondra à mes questions ?

Ce 19 avril se tenait à la Haute École *Lucia De Brouckère* le deuxième *Rassemblement pour l'avenir*, initié par le groupe *Mémoire*. Des anciens, connus, et des jeunes ont pris la parole pour définir, le concept de démocratie, les dangers qui la guettent, l'état des lieux en Belgique et les défis pour le XXème siècle. Une jeune lycéenne de 17 ans a impressionné tous les participants. Pourquoi ? Parce qu'elle s'exprimait dans un langage simple compréhensible pour tous. De plus elle nous a fait partager son vécu quotidien et ses analyses fines témoignant d'une grande maturité. Pourquoi les participants chenus, politologues, grands témoins de la deuxième guerre, politiques ou philosophes n'ont-ils récolté qu'un accueil poli d'estime ? Pourquoi les questions angoissantes d'une actualité brûlante n'ont-elles pas été abordées ? *La mémoire de l'histoire* est indispensable pour comprendre la tragédie de la Yougoslavie actuelle. Qui voudra bien répondre à mes doutes et interrogations ?

À en croire notre premier ministre et le représentant de l'OTAN nous ne serions pas en guerre avec la Yougoslavie. Demandez aux malheureux réfugiés Kosovars, aux populations Serbes sans eau, aux chômeurs, aux enfants de toute origine ethnique ce qu'ils pensent de ces affirmations officielles.

Allons, les "démocrates en chambre", réveillez-vous ! Un peu de courage, que diable ! De qui avez-vous peur ? De l'empire américain ? Des grandes sociétés transnationales ? De l'opinion de nos alliés allemands ? Lors d'entretiens privés vous avez témoigné d'une parfaite connaissance de la désinformation systématique organisée par les médias audio-visuels. Pourquoi alors votre silence ? Vous n'ignorez pas, de votre propre aveu, le sort tragique des réfugiés en Albanie. Pourquoi

vos grandes voix ne s'élèvent-elles pas pour dénoncer les abus des mafias albanaises : détournement de nourriture, vol des papiers d'identité des réfugiés, incorporation "volontaire" des hommes de 18 à 55 ans dans l'armée de libération UCK ? Nous dénonçons haut et fort les massacres des milices serbes. Pourquoi alors ce silence honteux sur les crimes de l'UCK dans les territoires contrôlés par eux ? Pourquoi ce quasi-silence sur la tragédie des Kurdes dans quatre pays différents ? Il n'y a pas, mesdames et messieurs, de "bonnes guerres" et de "mauvaises paix".

Derrière les intérêts sordides de l'impérialisme économique et stratégique mondial, il y a des êtres de chair et de sang qui souffrent. Où sont les pourfendeurs de dictature devant la mise à feu et à sang de la Yougoslavie par l'OTAN avec la complicité de nos gouvernements "démocratiques" ? Comment pouvez-vous dormir et vous regarder le matin dans le miroir ? La purification ethnique et l'exode d'un million de Serbes de Croatie et de Bosnie, réfugiés en Yougoslavie, ne soulève pas de grandes réprobations ni actions. Les bombardements ont détruit de nombreuses canalisations d'eau. Le choléra, la malnutrition et la famine menacent toute la région. Qui s'indigne, qui désigne les responsables de cette horreur ? Comment accepter l'injustice du blocus de l'Irak, de Cuba ou de la Yougoslavie. La mort lente par asphyxie économique serait-elle plus respectable que la mort brutale à l'arme à feu.

Le diable Milosevic est un prétexte et un fantasme. Serait-il mort, qu'est ce que cela changerait pour les victimes de cette odieuse agression ? Les véritables objectifs de l'empire seraient ainsi mis à nu, à savoir, le contrôle du Danube et surtout des approvisionnements en pétrole de la Caspienne et du Moyen-Orient asiatique, l'appauvrissement de l'Europe.

J'ai confiance dans l'avenir de l'humanité. Les femmes et mères de tous les pays s'unissent pour proclamer la paix maintenant en Israël, en Algérie, en Yougoslavie. Dénonçons la folie des mâles ivres de haine et de sang, cultivores. Exigeons la paix, la justice pour tous, et la joie de vivre. Gardons l'espérance au cœur.

Albert Leroy (Ath)

Le fond de l'air effraie

Avertissement : en écrivant ces lignes, je ne tiens nullement à nier le drame qui frappe les Kosovars et encore moins à cautionner le régime serbe. J'ai simplement tenté d'apporter un point de vue différent de celui qu'on nous pousse dans le bec aux infos, de recracher l'intox médiatique, à laquelle je suis maladivement allergique. Celles et ceux qui souhaitent me faire part de leur avis, qui ont envie de m'engueuler ou d'alimenter la marmite des idées peuvent m'écrire au journal. J'y répondrai, avec toute la mauvaise foi dont je suis capable. Tchao, à la prochaine !

Écolos, fachos ?

Reprenons les choses où nous les avons laissées.

Le mois dernier, cette chronique se clôturait par une évocation indignée de la mise en détention des demandeurs d'asile dans les *centres fermés* et soulignait le fait que les parlementaires écolos étaient les seuls à s'opposer ouvertement à la politique du gouvernement.

Mais les Écolos ont une théorie sur la question qui vaut son pesant de paires de menottes : il conviendrait, selon eux, de régulariser les sans-papiers en établissant *des quotas*.

Faut-il leur rappeler que ce terme est apparu en 1927, lorsque les États-Unis décidèrent de fermer leur porte à l'immigration ?

Ainsi, les Écolos préconisent un système calqué sur le modèle américain, qui doit sans doute paraître exemplaire à leurs yeux.

Si le système des quotas s'est aujourd'hui banalisé et étendu aux domaines les plus divers (quotas laitiers, quotas de femmes en politique, quotas de chansons françaises sur les ondes de radio, etc.), il n'en demeure pas moins vrai que ce principe relève de l'arbitraire le plus absolu.

Par ailleurs, il serait peut-être également bon de rafraîchir la mémoire des Écolos en rappelant les ravages historiques que la *théorie des quotas* a produit dans les années trente : il était alors question de *quotas de prisonniers et d'extermination* ! Il faut bien reconnaître que nous n'en sommes plus très loin.

Reconnaissons aussi que la plupart de nos élu(e)s ne disposent généralement pas d'une culture historique, ni d'un bagage idéologique plus étendus que la moyenne des clients du café du commerce ; leur métier, c'est la politique, pas la réflexion idéologique. Et si, chez les Écolos, on n'est pas avare de bavardages "citoyens", il est, en revanche, fort peu question d'idéologie. L'idéologie, c'est compliqué, c'est démodé, ça fait goulag et c'est pas vendeur.

C'est sans doute ainsi qu'ils en sont arrivés à prôner si étourdiment ce concept de quotas de demandeurs d'asile *régularisables*, sans en appréhender aucunement l'infamie.

Si d'aventure Écolo arrivait à arracher une parcelle de pouvoir lors des prochaines élections, on peut être certain d'assister à un déferlement perpétuel de bévues et d'aberrations du même genre. Ça promet !

Il faut être naïf comme un chanteur pour appeler à voter pour eux.

Gendarmerie-blues

Le 15 mars, 500 gendarmes de la BSR manifestaient en bloquant le ring de l'autoroute à Bruxelles. Ils avaient leurs raisons.

Il s'agissait, je crois, de revendications salariales et statutaires, liées au projet de leur future police unique (au sein de laquelle ils devraient néanmoins conserver tout loisir de dysfonctionner en paix).

Il faut bien admettre qu'on ne sait trop quoi faire face à une manif de gendarmes. L'incongruité de la chose déconcerte.

On aurait pu leur envoyer ceux de Clabecq, dont la capacité à provoquer la débandade parmi les pandores n'est plus à démontrer, mais ça n'aurait pas fait sérieux. Et puis les délégués des Forges sont précisément en procès avec la gendarmerie qui, rappelons-le, a déposé plainte contre les travailleurs de Clabecq, pour avoir *méchamment entravé la circulation* lors de la manifestation sur l'autoroute A19 Bruxelles-Paris en 1997.

On notera qu'au Tribunal de Nivelles, la gendarmerie a lourdement insisté sur le caractère délictueux de ce type de manifestation. Elle tient vraisemblablement à s'en réserver le privilège exclusif.

Entartage

Samedi 20 mars sur France 2, la frigorifique épouse de BHL accusait l'entarteur Noël Godin de n'être qu'un vulgaire petit commerçant, car, selon elle, Godin aurait vendu fort cher des photos de l'illustre philosophe entarté à Paris Match. Il se peut que la perruche ait dit vrai, et Le Gloupier ne serait alors effectivement qu'un très petit boutiquier d'une très petite et très moyenne entreprise : lui-même.

Existerait-il B comme dans l'anarchisme B, un entartage *de droite* et un entartage *de gauche* ? Le débat est ouvert.

Bourrage de crâne

Récemment, *La Libre Belgique* publiait une série d'articles sur l'inéluctable extinction du régime socialiste à Cuba. Précédemment, c'était RTL qui consacrait plusieurs reportages à la question et lors de

la visite à Cuba du ministre des Affaires étrangères, la RTBF, elle aussi, y est allée de son petit couplet sur le sujet.

Que le régime de Castro soit une exécrable dictature, ça ne fait pas l'ombre d'un pli et c'est même un pléonasme, mais au-delà de la critique du régime, il y a de la part des médias une jubilation à vouloir nous démontrer coûte que coûte qu'un système socialiste, ça ne peut décidément pas fonctionner ; seul peut fonctionner un système capitaliste merdique comme le nôtre, un système qui exploite et exclut à tour de bras, pour le plus grand bien de *l'essor économique*. Il faut vous enfoncer ça dans le crâne une bonne fois pour toutes, au lieu de rêver d'un monde qui, *en dehors de l'économie de marché*, serait à la fois meilleur et possible !

Socialisme

Édith Cresson et quelques-uns de ses collègues ont brillamment réussi à foutre en l'air la Commission Européenne, en déconnant avec l'argent public. Mais Édith ne regrette rien, non rien de rien. Elle a simplement été *maladroite* (sic !). Il y a surtout de quoi la trouver plutôt *mal à gauche*, estime Guy Bedos (France Inter 25/03/99).

Il n'y a pas d'amour, il n'y a que des preuves d'amour, a dit Cocteau.

Et si, en politique, il n'y avait pas de gauche, mais seulement des preuves de gauche ? On attend toujours.

Banques

Au guichet de la banque, il y a un type devant moi qui demande à ouvrir un compte.

- *Vous travaillez ?* questionne l'espèce de gymnoblaste au guichet (gymnoblaste : sous-ordre de méduses).

- *C'est-à-dire que, heu, je fais de l'intérim, mais en ce moment, il n'y a pas de travail pour moi. J'ai seulement besoin d'un compte pour toucher les payes des semaines précédentes*, fait le type, un peu gêné.

- Alors, allez à la poste, parce qu'ici, si vous ne travaillez pas, vous devez faire une demande spéciale, il faut qu'elle soit acceptée et ça prend un certain temps.

Hé oui, ça se passe comme ça chez CGER. On demande d'abord à voir la couleur des biffetons. Heureusement que le flouze n'a pas d'odeur, il ferait intenable là-dedans.

En fait, les banques essayent de se débarrasser des clients sans-emploi. Il arrive même fréquemment que des chômeurs se voient carrément fermer leur compte à vue, sous prétexte de *faible rentabilité*. Pour justifier de telles privautés, la banque s'appuie sur son *règlement général des opérations*, par lequel elle s'autorise à clôturer un compte à n'importe quel moment. Or, ce type de clause est parfaitement contraire à la loi. En matière de clauses abusives, la loi stipule qu'on ne peut pas modifier un contrat **unilatéralement**, sans dédommagement pour le consommateur (Art 32.9 de la loi sur les pratiques du commerce). Cela signifie que la banque qui résilie un compte sans l'accord de son client devrait dédommager ce dernier et lui payer un dédit. C'est actuellement la seule arme (légale) que l'on peut utiliser dans ce cas de figure. Si vous êtes dans le cas, vous pouvez toujours essayer de faire valoir vos droits, on ne sait jamais.

Luttes radicales

contre les injustices

La question des injustices économiques (et des problèmes sociaux qu'elles engendrent) semble prendre une certaine place dans les pages des gazettes, allant jusqu'à s'étaler dans leurs suppléments publicitaires. Il faut voir comment le sujet y est traité. Ainsi, à la une du *Supplément Auto* du quotidien *Le Soir* (vendredi 20/03/99), le thème était abordé en proposant comme solution aux "inégalités" qui "se creusent" d'acheter tout simplement une Mercedes blindée !

Dans les revues confidentielles publiées par les skins d'extrême droite, la solution préconisée est le fusil d'assaut, la grenade explosive ou le bazooka qu'on peut acheter par correspondance et auxquels "aucun

blindage ne résiste !". Les deux écoles s'affrontent. On peut s'en inquiéter, mais pas s'en étonner car, en effet, est-il raisonnable d'espérer que les humains adoptent un comportement angélique quand les conditions d'existence qui leur sont faites reposent sur une valorisation de la lutte permanente, acharnée et illimitée pour la survie ou la réussite ? Dans un cas comme dans l'autre, nous avons simplement affaire à des formes d'expression désinhibées du libéralisme.

Arbeit macht frei

Je ne sais pas si vous êtes au courant, mais le nouveau libéralisme se prétend "social", ce qui ne l'empêche pas de persister envers et contre tout à se référer aux valeurs les plus amORAles, les plus perverses qui soient : l'argent et le travail (la liberté n'ayant pour fonction que de permettre à ce concept de *travail=fric* d'exercer une suprématie absolue sur l'ensemble des activités de la société : liberté *d'entreprendre* et liberté *des capitaux* restent les immuables leitmotifs des libéraux). Faut vraiment être vicelard pour concevoir un monde pareil ! Si les cocos, eux, prévoient de confisquer l'argent, en revanche, ils font de la valeur travail une véritable religion, ce qui est encore plus fortiche. Faire bosser les gens pour du pognon, c'est déjà une belle arnaque, mais les faire bosser pour peau de balle, c'est carrément du grand art en matière d'oppression. Quoiqu'il en soit, dans les deux cas, quand tu bosses, tu sais pourquoi : c'est parce que t'as pas le choix !

Le prix de l'Emploi

Depuis la fabrication d'armes jusqu'aux décharges d'immondices, en passant par l'aéroport de Bierset, les nuisances font pleinement partie du paysage wallon.

Mais B on ne nous le serinera jamais assez B, il faut savoir choisir : accepter une vie de merde, mais avec de *l'emploi* (rare, pénible, stressant et mal payé) ou essayer le *déficit économique*, qui apparaît de plus en plus comme une sorte d'enfer moderne, païen et socialiste. On nous l'agite à longueur de discours médiatiques.

Mais puisque l'écrasante majorité statistique est composée d'ânes qui braient après cet impérieux et indispensable *emploi*, la voie est donc toute tracée. *Emploi*, voilà le nouveau mot magique ! La clef du bonheur.

Au Moyen-âge, *emploi* se disait *abracadabra* ! La formule était clamée dans les foires, par des bonimenteurs à chapeaux pointus, devant des tentes fermées où on *allait voir ce que l'on allait voir*.

Le prix de la guerre

Le 26/03/1999, les médias nous claironnent en pleine figure que les vilains Serbes se font enfin bombarder par les avions de l'Otan. C'est une question de *devoir d'intervention humanitaire*, nous dit-on.

Humanitaire, tu parles ! Depuis le temps que les agents des services secrets occidentaux énervent les autochtones, excitent les fibres nationalistes de tout poil, en finançant toutes sortes de partis politiques bidons pour aspirants dictateurs et autres héritiers du roi Zigoto 1^{er} (1), dans l'intention de semer la zone dans la région, voilà qu'ils font semblant de s'émouvoir des horreurs provoquées par les conflits qu'ils ont eux-mêmes préparés. Le coup du pompier pyromane, en somme.

Humanitaire, mon cul, oui ! Est-ce que l'Otan bombarde Paris sous prétexte que la France balance ses communautés immigrées à la lourde ? Pourtant, elle en expulse par charters entiers, des sans papiers ! Et c'est bien de l'épuration ethnique, que ça s'appelle, ça, non ?

Là-dessus, voilà t-y-pas que les Russes le prennent mal et font savoir que, eux aussi, possèdent des tas de machins qui pètent très fort, et qu'ils pourraient très bien s'en servir, rien que pour contrarier. Alors, les financiers internationaux se sont mis à calculer combien une guerre en Europe pourrait leur rapporter.

Pas assez, ont-ils estimé.

La chose est donc remise à plus tard. Pour le moment, seul le peuple serbe a droit à des pétarades de missiles.

Mais il ne faut pas tout confondre : quand l'armée serbe s'en prend à l'UCK, c'est de la barbarie ; quand l'Otan massacre des civils serbes, ce n'est qu'une regrettable bavure, n'est-ce pas.

Décidément, l'humanité n'est pas prête d'échapper aux maux qui l'accablent...

Il y en a qui s'en souviendront, de cette fichue planète !

(1) Il s'agit, bien sûr, de Zog 1^{er} (1895-1961), roi d'Albanie, exilé en 1939, et que Churchill, à l'époque, espérait déjà cloquer sur le trône, pour faire marron les communistes. Les zérudits auront rectifié.

Opinion publique

Aujourd'hui, en rentrant à la maison, mon fils me dit qu'il a eu froid, because qu'il a vendu des gaufres pour ramener des sous à son école (il est brave, ce petit). Alors, j'ai essayé de lui expliquer : *As-tu déjà vu des casernes organiser des fancy-fairs pour acheter des flingues ? Des soldats faire du porte-à-porte pour se payer des bottes ?* À ce moment, je crois qu'il a pigé quelque chose. Oh ! Trois fois rien, une bribe, un chouia du monde foireux dans lequel il vit et, du coup, il est parti jouer au foot avec ses copains.

10 milliards par jour, qu'elle coûte, cette putain de guerre (plus de 250 milliards à l'heure qu'il est !). En 1996, il y avait des manifs dans les rues pour réclamer les quatre malheureux petits milliards qui manquaient au budget de l'enseignement public, résultat : rien, que dalle, nada, qu'ils ont eu, les moutards, pour se muscler les méninges.

Mais c'est voulu, bien sûr : fabriquer une opinion publique docile, autrement dit une populace abrutie (si, si, n'ayons pas peur des mots ; sur les portes des chiottes, en général, y a pas marqué *vins & liqueurs*, bon, alors ?), fabriquer une populace de nases, disais-je, c'est encore le meilleur moyen d'acquérir toute la latitude nécessaire pour mener ce genre de politique puante, avec, en prime, la bénédiction du bon peuple.

Un exemple ? Le sondage du journal *Le Soir*, le 14 avril 99 : *deux tiers des Belges approuvent les frappes de l'Otan !* Dix jours plus tôt, ils

pensaient le contraire, ces jobards. Il faut dire qu'à ce moment là, on avait beau fournir tous les efforts pour tenter de nous montrer des réfugiés kosovars à la télé et à la une des gazettes, on ne voyait que des paysans se balsiner insouciantement sur des charrettes à foin, dans un décor de villégiature. Ça manquait de sérieux et d'ampleur dans la dramaturgie. Il en fallait plus pour ébranler l'opinion, alors on a continué les frappes et on a fini par les avoir enfin sur nos écrans, les milliers de pauvres bougres albanais égarés, tant attendus pour justifier la mouscaille. Les télés belges francophones ont même poussé la comédie jusqu'à faire chanter une jeune belgo-albanaise en wallon devant les caméras, pour mieux nous attendrir. La propagande aura toujours raison d'une opinion publique constituée de gros veaux élevés aux jeux télévisés.

Alors, dans les supermarchés, les paquets de sucre s'empilent dans les caddies à destination du Kosovo ; le chiffre d'affaire monte ; le business de la grande distribution cartonne un max. ; les actionnaires se frottent les paluches en savourant leurs bénéfices !

Et basta !

On le voit, il pleut des événements. La presse en est pleine à craquer, les médias débordent. Mais on sent bien que l'essentiel ne s'y trouve pas. Je veux parler de ce "*quelque chose*" qui nous arrive et qu'on ne comprend pas. On a beau zieuter à mort les alentours, mater les azimuts à s'en faire péter les orbites, on ne perçoit que du vague, du flou.

Y a kékchose, c'est sûr, c'est dans l'air, mais quoi ?

Hume le vent du large, compagnon, il s'y dégage comme une odeur de fosse septique.

Ça, c'est le capitalisme qui a mauvaise haleine.

Il n'est né que pour s'engraisser, le capitalisme, alors il se goinfre, il s'empiffre de souffrances et de cadavres. Et il rote. Il rote à longueur de temps, répandant des relents de chômage, de misère, d'exploitation, d'exclusion. Souvent aussi, il gerbe sur la moquette, comme en

Yougoslavie, où il vient encore de vomir une de ces guerres bien dégueulasses dont il a le secret.

Comme je l'ai déjà mentionné plus haut, ce n'est qu'une semaine après que les premiers bombardements de l'Otan ont fait voir aux Serbes de quelle énergie propre on se chauffe en démocratie, que la presse nous a exhibé des milliers de Kosovars, jetés sur les routes mouillées, au hasard de la plus noire destinée. Ces pauvres gens doivent maintenant se rendre à l'évidence, et par leurs propres moyens. Quelques-un(e)s d'entre eux(elles) échoueront peut-être dans l'un ou l'autre de nos centres fermés.

Pendant ce temps, le fabuleux crétin contemporain de nos régions lave son auto ; il vérifie si des petits vandales n'ont pas griffé la carrosserie ; ensuite, rassuré, il s'essuie les pieds sur un paillason en caoutchouc jaune à l'effigie des Simpsons, avant de rentrer chez lui pour regarder les jeux du soir à la télé, et parfois même le JT, auquel il ne manque plus que des rires enregistrés pour susciter vraiment son intérêt.

D'autres, des explosés sociaux B mais beaucoup moins nombreux, ceux-là ! B, font les marioles dans les manifs *pour la paix* où ils se font mettre en pièces par les bouledogues casqués de la gendarmerie (140 arrestations et de nombreux passages à tabac à la manif du PTB contre l'Otan, le 3 avril dernier à Bruxelles). On se demande à quoi ça rime.

Ailleurs, les pingouins illuminés des sectes millénaristes dansent autour des braseros. Israël a renforcé les contrôles aux frontières, de peur de les voir débouler en masse à Jérusalem pour le réveillon.

Ainsi va le monde, il regorge d'une éternelle actualité, effrayante et délirante. La société moderne prétend avoir médité sur Freud, Marx, Schopenhauer et Roland Barthes, alors qu'elle a surtout fantasmé sur Batman et Fantomas. Les romans de science-fiction sont devenus des modèles : l'inconscience et l'incohérence dominant.

En attendant, la population serbe continue à morfler sous les bombes. Il paraît que c'est normal puisque la Serbie est une dictature : les élections y sont truquées et la presse est sous contrôle, c'est tout dire.

En Belgique, les élections par vote informatisé ne seront pas truquées et les grands médias y sont libres comme l'air, indépendants de toute contrainte étatique et financière. Alors... que veux-tu qu'il nous arrive ?

Gun (Verviers)

MANIFESTATION EUROPÉENNE

Le 29 mai à Cologne

Prolongeant les marches européennes contre l'exclusion sociale, la manifestation de Cologne pose à nouveau la question du développement de la précarité et de l'apartheid social.

Participer à une effervescence transnationale et poser des questions politiques au-delà de l'exigence d'une Europe sociale, introduire la dimension de la crise de la valeur Travail, de l'immigration, des rapports Nord-Sud, de la répression, de la reconnaissance des identités minorisées, telle est la démarche que nous proposons à divers réseaux anti-capitalistes et anti-impérialistes européens. Voici résumées autour de trois axes principaux les bases possibles d'une démarche alternative et dissidente. Loin de dénigrer l'initiative de Cologne en soi, ces propositions se veulent un élargissement éventuel, prenant appui sur les problématiques déjà explicitées dans l'appel des Marches Européennes.

La construction européenne et l'économie globale qui seront discutées lors des deux sommets de Cologne (Union Européenne et G8) sont les projets des patrons, des flics et des juges. En témoigne la répression

sous toutes ses formes qui s'abat sur les opposants à cet état de fait. Œuvrer à l'élaboration de projets antagonistes et sans frontière, c'est le sens de nos engagements locaux et de notre présence ensemble au niveau international.

**Pour un revenu garanti
et la gratuité des services sociaux,
sans condition d'âge ni de nationalité**

Avec l'avènement de la précarité comme nouvelle norme salariale dans le capitalisme post-moderne, de plus en plus de personnes n'ont plus accès aux droits assurant une existence autonome et décente. Pour renverser la flexibilité en faveur des travailleurs, pour obtenir le droit de choisir son activité, son mode de vie, il faut déconnecter les conditions d'existence de l'emploi. C'est aussi réclamer la réappropriation et le partage des richesses, produites aujourd'hui sur le terreau de la déréglementation et la détérioration des conditions de travail. Il nous faut également remettre le Travail à la place qu'il aurait toujours dû garder : une activité parmi d'autres, déterminée par les besoins individuels et collectifs et non pas par les lois du marché.

**Pour la liberté
de circulation et d'installation**

Au travers des opérations "un train pour Cologne", c'est à dire réquisitionner des wagons pour monter gratuitement vers le lieu de mobilisation depuis différentes contrées, nous souhaiterions, au-delà de la gratuité des transports, marquer notre attachement à l'abolition des frontières et de leur corollaire sur les individus : le contrôle des déplacements et le flicage des possibilités de résidence. A l'heure de la mondialisation où les marchandises et l'argent se déplacent sans barrières, faisant la vie de populations entières, dans les pays du Sud, de l'Est comme du Nord, nous réclamons l'arrêt du contrôle des flux migratoires. Une fois de plus, c'est la question du partage mondial des richesses qu'il s'agit de régler.

**Pour une Europe
des peuples libres et solidaires.**

Que ce soit au travers des Etats ou des régions économiquement compétitives créées par la construction européenne, les découplages de populations ne correspondent à aucune réalité culturelle, identitaire et démocratique. Les différents peuples d'Europe (breton, basques, occitans, gallois, corse, catalan, etc.) n'ont aucun droit de cité en tant que tel. Pourtant, reconnaître et rendre leur autonomie à de tels espaces pourrait satisfaire aux exigences d'une démocratie de proximité vers la démocratie directe. De même, l'instauration d'un fédéralisme faisant jouer la solidarité entre les peuples peut se vivre comme une perspective d'émancipation politique et sociale. Tout comme l'ont démontré les indiens du Chiapas en lutte, prendre ses affaires en main et rendre le pouvoir aux populations est lié à la réappropriation d'une histoire et d'une culture collective. Les identités ne doivent pas se vivre de manière fermée mais dans le cadre des échanges, du métissage et de l'interculturalité.

Réseau No Pasaran
21 ter rue Voltaire, 75011 Paris

SYNTHÈSE

L'anarchisme: une idéologie ou une méthodologie ?

Comment définir l'anarchisme ?
Comme un projet de société future ?
Une idéologie ?

Ou comme une technique d'action dans le présent ?

Une méthodologie ?

En d'autres termes :

L'"anarchie" est-elle une fin ou un moyen ?

La définition usuelle de l'anarchisme, rencontrée dans les dictionnaires, est toujours centrée sur le projet de société future de l'anarchisme : l'anarchie, dont la définition est bien entendu souvent burlesque. Par exemple, dans le Littré on trouve : *Anarchie : absence de gouvernement, et par suite désordre et confusion.*

Certaines sont cependant moins risibles et se rapprochent d'avantage d'une définition qui pourrait sembler acceptable par les anarchistes eux-mêmes. Par exemple, l'encyclopédie Larousse reprend la définition du Littré mais propose également la définition suivante de l'anarchie : *« système politique ou social suivant lequel tout individu doit être émancipé de toute tutelle gouvernementale. Par suite, l'anarchisme est défini comme une idéologie ou doctrine qui préconise la suppression de l'État, quelles que soient les conditions historiques. »*

Ce type de définition, centrée uniquement sur le projet social, amène souvent l'anarchisme à être catalogué comme étant une idéologie, à classer parmi tant d'autres. Hélas, procéder ainsi revient à manquer, voire détourner complètement, l'essence profonde de l'anarchisme qui s'étend certainement au-delà du cadre restreint d'une idéologie. C'est ce que je voudrais tenter de montrer ici, pour ensuite proposer un autre type d'approche qui se voudrait plus en rapport avec la spécificité de l'anarchisme (1).

L'anarchisme, une idéologie ?

Tout d'abord, l'anarchisme n'est certainement pas un système de pensée figé, ni une théorie unique relevant d'un penseur bien particulier, il se caractérise au contraire par une pensée en constante évolution, et par la grande diversité de courants qui le composent.

N'étant pas une théorie sociale fixe et bien déterminée, l'anarchisme ne se prête pas facilement à l'analyse systématique (au contraire du marxisme plus souvent formalisé, quoique lui aussi fort multiple), ce qui amène bon nombre de commentateurs à la congédier comme étant utopique, primitive, et incompatible avec la complexité des réalités sociales.

Mais ce qui est considéré en général comme une preuve de faiblesse théorique, se révèle en réalité une des preuves de la cohérence, de la souplesse et de la richesse de l'idée anarchiste. Comme le faisait remarquer l'anarcho-sindicaliste allemand Rudolf Rocker (1873-1958) : *L'anarchisme n'est pas une solution brevetée pour tous les problèmes humains, ni une Utopie ou un ordre social parfait, ainsi qu'il a souvent été appelé, puisqu'il rejette en principe tout schéma et concept absolus. Il ne croit en aucune vérité absolue, ou but final défini pour le développement humain, mais dans la perfectibilité illimitée des arrangements sociaux et des conditions de vie humaines, qui sont toujours tirées vers de plus hautes formes d'expression, et auxquels pour cette raison on ne peut assigner aucun fin déterminée ni poser aucun but fixé. Le pire crime de n'importe quel type d'état est justement qu'il essaye toujours de forcer la riche diversité de la vie sociale à des formes définies, et de l'ajuster à une forme particulière qui ne permet pas de perspective plus large, et considère les excitants états précédents comme terminés (2).*

On constate donc que l'anarchisme ne peut donc pas être défini comme une doctrine sociale censée apporter la solution à tous les problèmes de la société, ce qui l'éloigne d'une définition idéologique. Ceci pourrait suffire, mais il est intéressant d'approfondir encore un peu la nature de l'idéologie et les rapports qu'elle entretient avec le pouvoir avant d'affirmer que l'anarchisme *ne peut être* une idéologie.

Idéologie et pouvoir

La point de départ est le constat qu'*il n'y a pas de pouvoir sans nécessité de justification et, donc (...) d'idéologie* comme le souligne A. G. Calvo pour qui l'idéologie est simplement *la forme froide et détachée de la justification* (3). La nature de l'idéologie serait donc d'être un

discours au service du pouvoir (du pouvoir en place ou de ceux qui ambitionnent d'y accéder) : *L'idéologie est une condition indispensable de l'État. Non seulement l'idéologie qu'émettent directement les organes du Pouvoir, mais aussi celle que développent les militants contre le Pouvoir, intégrés dans l'ordre* (3).

En effet, toute idéologie, quelle que soit sa forme, s'accorde avec l'idéologie de l'État et la consolide, de par sa prétention à une explication totale, qui aboutit nécessairement (comme l'État) à vouloir figer la riche diversité de la vie sociale à une forme unique figée dans le temps.

Dès lors, il serait plus approprié de considérer l'anarchisme comme étant une anti-idéologie, puisqu'au lieu d'avoir comme fonction de légitimer le pouvoir, l'anarchisme a pour principe de renier la légitimité de toute forme de pouvoir.

Anarchie et idéologie

De toute manière, savoir si l'anarchisme est ou n'est pas une idéologie revient à poser une mauvaise question, car l'anarchie *n'a pas besoin* d'idéologie, seule l'autorité nécessite une justification, lorsqu'elle tente de légitimer les limites qu'elle impose à la liberté de chacun.

Selon le célèbre linguiste Noam Chomsky, l'anarchisme est même *une expression de l'idée que le fardeau de la preuve est toujours sur ceux qui défendent que l'autorité et la domination sont nécessaires.*

L'anarchie n'a pas besoin d'idéologie mais cela ne signifie bien entendu pas qu'elle n'a pas besoin d'idées. L'anarchisme est entre autre un courant de pensée étendu et varié. Le rejet de l'idéologie ne revient certainement pas à refuser les discours théoriques ou les tentatives d'analyses globales. La contamination des idées est telle que certains oublient parfois que l'idéologie n'est pas la seule forme possible de discours rationnel sur le monde et sur les manières de l'appréhender. Cette idée erronée est directement reliée à cette, toute faite, selon laquelle l'État est la seule forme possible d'organisation de la société.

Notons que la contamination idéologique et le malentendu au sujet de la nature de l'anarchisme sont tels que même les libertaires sont souvent eux-mêmes victimes sans le savoir du paradigme idéologique lorsqu'ils tentent de définir l'anarchisme.

L'anarchisme, un mouvement historique ?

Une fois rejetée la définition idéologique, on est souvent amené à rencontrer une définition plus concrète de l'anarchisme, comme mouvement historique. Par exemple, dans l'Encyclopédie Universalis on trouve : *L'anarchisme est un mouvement d'idées et d'action qui (...) se propose de reconstruire la vie en commun sur la base de la volonté individuelle autonome. C'est un chemin semblable qui est suivi par Rudolf Rocker pour qui l'anarchisme est une tendance définie dans le développement historique de l'humanité, qui (...) s'efforce d'obtenir le libre déploiement de toutes les forces individuelles et sociales de la vie* (2).

Mais comment unifier les idées contenues dans les diverses définitions précédentes (projet social, corps d'idées, mouvement historique) qui contiennent toutes des fragments de la nature profonde de l'anarchisme ?

L'anarchisme, vu comme une méthodologie

Une manière de procéder pour unifier ces divers éléments est de définir l'anarchisme non comme une *idéologie* (c'est-à-dire un système d'interprétation du monde à prétention totale dont découle une doctrine sociale déterminée), mais comme une *méthodologie* (c'est-à-dire une réflexion générale sur la fin et les moyens aboutissant à une méthode d'action). Procéder ainsi a pour but de souligner et d'extraire ce qui constitue la force, la vitalité et la pertinence actuelle de l'idée anarchiste (4).

Définir l'anarchisme comme une méthodologie n'est pas une simple question de subtilité sémantique, c'est une distinction fondamentale très concrète, qui remonte aux origines de l'anarchisme lors de la scission du mouvement socialiste en deux courants : autoritaire et antiautoritaire.

Fondements historiques

Le socialisme antiautoritaire

Le socialisme libertaire (ou antiautoritaire) trouve sa source dans la célèbre querelle entre Marx et Bakounine au sein de la Ière Internationale, qui aboutit à l'expulsion de Bakounine en 1872.

De ce débat, toujours d'actualité, deux modèles de mouvements sociaux ont émergés.

! *Le modèle Marxiste* selon lequel : une avant-garde doit guider les masses vers le socialisme futur, le rôle des masses se réduisant à amener cette avant-garde au pouvoir (par le vote ou par la révolution armée selon que ce modèle soit réformiste ou révolutionnaire), le passage au socialisme devant se faire avec une période de transition étatique (succession de réformes de l'"État bourgeois" pour les sociaux-démocrates ; "dictature du prolétariat" pour les marxistes-léninistes)

! *Le modèle Bakouninien* : toute autorité politique doit être rejetée, l'action directe des masses librement organisées sans hiérarchie étant le moyen de réaliser le socialisme ici et maintenant, sans phase de transition.

Avant tout, l'antagonisme entre socialisme autoritaire et antiautoritaire est donc méthodologique. En effet, ces deux mouvements partagent une critique commune du capitalisme et un même projet social, la société socialiste sans État, ce sont les moyens proposés pour le réaliser qui les opposent. Et c'est le choix de la méthode (ou plus exactement les principes méthodologiques qui déterminent et constituent ce choix) qui fonde le socialisme libertaire,

historiquement et ontologiquement (au sens où, défini comme une méthodologie, *l'être* du socialisme libertaire c'est sa méthode).

Cette déchirure voue toute alliance à l'échec, la profondeur de leurs divergences ne concernant pas uniquement le futur (transition ou passage immédiat vers le socialisme) ou le passé (de cruels souvenirs, hélas très révélateurs), mais surtout le présent (accepter ou rejeter l'État comme moyen comme modèle pour la transformation sociale).

Des idéologies différentes, voire opposées, réussissent couramment à faire alliance dans un combat politique particulier pour le contrôle du pouvoir (exemple évident : les élections), par contre des divergences méthodologiques sont de nature inconciliables (le drame des révolutions russe et espagnole est suffisamment claire là-dessus). Puisque la fin concerne le futur mais les moyens résident dans le présent, ils entrent donc directement en conflit. On peut tricher avec la fin, pas avec les moyens.

L'anarchie, une idée en action

L'exemple du socialisme antiautoritaire montre que, contrairement à une idée répandue, ce n'est pas uniquement le rejet de l'État pour la société future qui caractérise l'anarchisme (l'entièreté du courant socialiste partage en principe cet objectif), mais surtout les pratiques développées dans le présent.

Selon l'historien libertaire Georges Woodcock (1912-1995), *l'anarchisme ne se limite pas un projet de société future, il revient plutôt à soutenir pratiquement les idées et modèles libertaires aussi loin que cela peut être fait ici et maintenant* (5). Au lieu d'attendre passivement la révolution, qui peut très bien ne jamais venir ou dégénérer en un simple changement de maîtres si la société n'est pas suffisamment préparée, l'anarchisme revient d'après lui à *renforcer et encourager toutes les impulsions libertaires et mutualistes, qu'elles soient constructives au sens où elles créent de nouvelles organisations libertaires, ou rebelles au sens où elles résistent aux nouvelles attaques sur la liberté ou cherchent à mettre fin aux vieilles tyrannies et discriminations* (5).

L'anarcho-syndicalisme

Définir l'anarchisme comme une méthodologie permet également de comprendre la raison fondamentale des multiples succès historiques de l'anarcho-syndicalisme. Ce dernier trouve son origine dans le constat effectué vers 1894 par la majorité des anarchistes de l'échec de la tactique de la "propagande par le fait". Contrairement aux espoirs immenses que les attentats individuels avaient pu soulever chez certains militants, aucune prise de conscience collective ne s'était produite au sein des masses ouvrières. Pire, la répression qui suivit les attentats, loin de constituer le prélude de la révolution sociale, marqua bien plus la fin d'une époque.

Un grand nombre d'anarchistes rejoignirent alors les organisations syndicales naissantes (les Bourses du Travail) dans lesquelles ils jouèrent un grand rôle en y ravivant les principes méthodologiques du socialisme libertaire, c'est-à-dire l'indépendance vis-à-vis des organisations politiques (autonomie syndicale, anti-parlementarisme...), la pratique de l'action directe (grèves "sauvages", boycotts, occupations, sabotages techniques, grève générale...), l'organisation autonome et fédérée du mouvement social...

L'anarcho-syndicalisme est souvent défini comme un *anarchisme qui attribue aux syndicats l'organisation de la société* (Larousse). À nouveau, une définition de type "doctrine sociale" manque sa cible et appauvrit, voire détourne, la signification réelle. En effet, les organisations anarcho-syndicalistes ne sont pas des organisations spécifiquement anarchistes, même si bon nombre d'anarchistes y participent (la dénomination syndicalisme révolutionnaire, souvent synonyme d'anarcho-syndicalisme, ne contient d'ailleurs pas de référence explicite à l'anarchisme).

Plutôt qu'une doctrine sociale, le syndicalisme révolutionnaire revient à *pratiquer* les principes et méthodes libertaires au sein du mouvement social, par le biais du syndicat. Une définition méthodologique comme celle-là rend probablement mieux compte de sa nature et des raisons de son succès.

L'anarcho-syndicalisme correspond donc à l'essence profonde de la propagande par le fait (propager les idées libertaires par l'action), avant qu'elle ne dégénère dans un nihilisme destructeur, source et conséquence de l'isolement révolutionnaire conduisant les plus impatients à de tragiques actes de désespoir.

Principes fondateurs

Adéquation entre la fin et les moyens

Pour conclure cette recherche de la nature de l'anarchisme, il est indispensable d'analyser le principe fondateur de la méthode anarchiste : la *nécessaire adéquation* entre la fin et les moyens.

Des moyens en contradiction avec la fin amènent inévitablement à un résultat opposé aux objectifs poursuivis. L'idée de vouloir utiliser l'État pour amener la société socialiste sans État contient sa propre contradiction et ne pouvait que mener aux échecs les plus tragiques. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer les échecs du socialisme autoritaire, qu'il soit réformiste ou révolutionnaire.

L'adéquation des moyens avec la fin est par contre un principe positif amenant à développer *aujourd'hui* des pratiques préfigurant la société de *demain*. En effet, la société à venir n'est pas indépendante des moyens utilisés pour la créer, mais le reflet du combat social qui l'a précédée et des idées qui l'ont sous-tendue. Ce principe méthodologique d'adéquation des moyens avec la fin aboutit donc à trois principes méthodiques : ! rejet de la politique ! action directe ! auto-organisation du mouvement social.

Les deux premiers sont parfois sources de confusion, c'est pourquoi ils sont commentés plus en détail.

Rejet de la politique

Le rejet du parlementarisme et de l'action politique par l'anarchisme est très souvent mal compris, et interprété par ses détracteurs comme la preuve d'un désintérêt pour la chose publique, d'une incapacité à

infléchir sur le cours de la société, ou d'un refus de prendre ses responsabilités lorsque des décisions doivent être prises.

Mais d'abord, qu'est-ce que la politique ? Le sens donné à ce mot varie énormément. En se limitant à la définition donnée par le philosophe André Comte-Sponville, on découvre que la politique, *c'est la vie commune et conflictuelle, sous la domination de l'État et pour son contrôle : c'est l'art de prendre, de garder, et d'utiliser le pouvoir* (6). Entendue dans ce sens-là (sens auquel se réfèrent les anarchistes lorsqu'ils rejettent l'action politique), la politique ne se limite pas à la gestion de la vie commune et conflictuelle (qui est le centre d'intérêt de l'anarchisme), elle est sa monopolisation par le pouvoir.

Cette monopolisation a entre autres pour effet de détourner l'action politique de son but avoué : la gestion de la vie sociale, vers un but inavoué : le contrôle du pouvoir. En effet, *tout homme qui fait de la politique aspire au pouvoir - soit parce qu'il le considère comme un moyen au service d'autres fins, idéales ou égoïstes, soit parce qu'il le désire "pour lui-même" en vue de jouir du sentiment de prestige qu'il confère* (7).

C'est ainsi que l'anarchisme n'est pas un mouvement *politique* mais un mouvement *social* dans la mesure où il ne lutte pas pour prendre le pouvoir mais tente de mettre fin à toute forme de pouvoir. En d'autres termes, il vise la *transformation* de la société, et non son *contrôle* (même au nom d'une noble fin). Et c'est pourquoi, le mouvement anarchiste n'a pas besoin d'idéologie. La conquête du pouvoir nécessite une idéologie, pour justifier l'accaparement de la gestion de la société par une minorité imposant à tous un modèle social déterminé censé garantir le bonheur de chacun. L'anarchisme

vise par contre à restituer la gestion de la vie commune à la société elle-même, et cette restitution ne nécessite pas de justification, elle lui revient de droit.

Action directe

Mais le rejet de l'action politique et les raisons de ce rejet ne suffisent pas à caractériser la méthodologie anarchiste, car elle détermine une technique d'action et non d'inaction. Chez les anarchistes, l'action directe remplace l'action politique.

L'action directe consiste à *intervenir directement dans la société, sans passer par l'intermédiaire des institutions* (8). Elle vise à réaliser nos buts à travers notre propre activité plutôt qu'à travers celle des autres, particulièrement celle de "représentants" surtout soucieux de la préservation du statu-quo. Elle se base sur une critique radicale de la démocratie formelle parlementaire dans laquelle le citoyen délègue son pouvoir au lieu de l'exercer.

L'action directe est souvent associée, dans l'opinion publique, à la violence mais cette technique d'action est entièrement indépendante du choix ou du rejet de la violence, elle peut tout aussi bien avoir un caractère violent que non-violent (sur l'action directe non-violente voir l'article du numéro précédent d'AL (9). En revanche, *le vrai non-violent peut seulement croire en l'action directe, jamais en l'action politique car la base de toute action politique est la contrainte ; même lorsque l'État fait de bonnes choses, cela repose finalement sur une matraque, un revolver, ou une prison*, souligna l'anarchiste américaine Voltairine de Cleyre (1866-1912).

Pour les anarchistes, l'action directe n'est pas seulement une méthode de protestation, c'est aussi une école libertaire, dans laquelle les individus retrouvent leur dignité en se réappropriant le pouvoir d'agir sur leur propre existence et en renouant avec les liens sociaux d'entraide et de solidarité. Conçue ainsi, l'action directe c'est l'anarchie en action, ici et maintenant.

Le principe méthodologique d'adéquation des moyens avec la fin permet donc d'ancrer dans le présent un projet de société qui, sans cela, pourrait paraître fort lointain voire franchement inaccessible, alors qu'au sein de la société actuelle existe déjà, en germes, la société de demain, dans les nombreuses associations d'individus basées sur la coopération volontaire et l'aide mutuelle. En conséquence, ce principe

méthodologique va au-delà d'une simple réconciliation entre la fin et les moyens, il vise à opérer une réelle fusion entre eux.

**Les moyens sont la fin,
la fin est le moyen**

Toutes les idéologies ont en commun de séparer les moyens de la fin, ce qui les conduit soit à...

! *Subordonner la fin aux moyens.* C'est la tare fondamentale du réformisme. Son défaut incurable n'est pas tant de vouloir une transformation progressive de la société, mais de se concentrer sur l'action politique. Les moyens (les luttes du pouvoir) deviennent alors vite une fin en soi, et la nécessité de prendre des décisions en accord avec les "dures contraintes de la réalité" aboutit rapidement à renoncer aux principes initiaux

! *Subordonner les moyens à la fin.* C'est la tare des révolutions autoritaires. Ses partisans considèrent que, pourvu que la fin soit bonne et qu'on la garde toujours à l'esprit, les moyens importent peu (la fin possède la capacité de transcender les moyens), seul compte le critère de l'efficacité, assimilée à la prise en main du pouvoir.

Pour être plus précis, réformistes comme révolutionnaires adoptent les deux positions à des degrés divers et selon les circonstances, mais quoiqu'il en soit, ces deux attitudes séparent les moyens de la fin et subordonnent l'un par rapport à l'autre.

L'anarchisme, en tant que méthodologie, considère au contraire que les moyens et la fin sont indissolublement liés. Séparer artificiellement la fin des moyens revient à nier la relation organique qui les unit. Chaque moyen est étroitement lié à un but. Les moyens contiennent et engendrent inévitablement la fin qui leur est propre.

Par exemple, il est de la nature même de l'État de maintenir la division de la société en classes antagonistes dont l'une exerce sa domination sur l'autre. L'État utilisé comme un moyen (par ex., pour aboutir à la société sans classes et sans État) ne peut aboutir qu'à la fin qui lui est propre, c'est à dire l'État, qui est sa propre fin.

Mais l'idée anarchiste va plus loin que la nécessaire adéquation entre les moyens et la fin déjà évoquée précédemment, elle consiste réellement à *fusionner les moyens et la fin*. D'une part, l'objectif poursuivi par l'anarchisme est précisément de mettre en pratique l'anarchie ici et maintenant, en développant les formes d'organisations libertaires au sein de la société, et en luttant contre la domination exercée par les forces du désordre établi. D'autre part, le projet social libertaire n'est pas une abstraction toute faite, c'est dans les luttes et les alternatives vécues concrètement que l'anarchie prend forme et s'élabore progressivement, au contact de la réalité.

La fin indique les moyens, et en retour, les moyens construisent la fin.

Conclusion

La question de départ *L'anarchie : une fin ou un moyen ?* semble posséder une réponse : l'anarchie est simultanément la fin et le moyen de l'anarchisme. Alors que le propre des idéologies de tous bords est de séparer la fin des moyens, l'anarchisme tente de les fusionner en une anarchie qui ne serait pas une utopie pour demain mais une idée en action ici et maintenant.

Xavier (Bruxelles)

1) Je précise immédiatement que je ne prétends nullement être détenteur d'aucune vérité révélée. Cette autre approche n'est nullement novatrice, tout au plus tente-t-elle de souligner et de correspondre à l'originalité propre à l'anarchisme depuis ses origines, hélas trop souvent dissimulée derrière un paravent idéologique par ses détracteurs et par ses partisans... Je ne suis pas non plus un expert en histoire de l'anarchisme et j'espère avoir limité au maximum les inexactitudes en présentant le socialisme libertaire et le syndicalisme révolutionnaire.

2) Rudolf Rocker, *Anarcho-Syndicalism : Theory and Practice*, Secker and Warburg, 1938.

3) Agustin Garcia Calvo, *Qu'est-ce que l'État ?*, Atelier de Création Libertaire, 1992.

- 4) Dave Neal, *Anarchism : Ideology or Methodology ?*, The Spunk Press Archive, 1997.
 - 5) Georges Woodcock, *Tradition and Revolution*, Kick it Over nE19-20, été et hiver 1987.
 - 6) André Comte-Sponville, *Pensées sur la politique*, Albin Michel, 1998.
 - 7) Max Weber, *Le savant et le philosophe*, Librairie Plon, 1959.
 - 8) Jean-Marie Muller, *Lexique de la non-violence*, Alternatives non-violentes nE68, 1988.
 - 9) Claudio, *Voor Moeder Aarde*, Alternative Libertaire nE216, 1999.
-

CAMPAGNE DE SOLIDARITÉ

Léonard Peltier

Léonard *Gwarth-ee-Lass* Peltier,
Anishinahe-Lakota (Sioux),
un des leaders de
l'*American Indian Movement*
a été condamné à
deux peines consécutives
de prison à vie pour un crime
qu'il n'a pas commis.

Il est la victime directe d'une affaire montée de toutes pièces par le FBI, en collusion avec des fonctionnaires du gouvernement américain, en raison de son action politique et sociale pour le respect des peuples indigènes. L'affaire Peltier est devenue un symbole pour tous ceux qui luttent contre les injustices affectant les minorités ethniques en Amérique du Nord. Léonard Peltier est internationalement reconnu comme l'un des plus anciens prisonniers politiques au monde et son cas a été comparé à celui de Nelson Mandela. Dans le monde entier, on attend

patiemment sa libération, au nom des droits de l'Homme, au nom de la justice ...

Léonard Peltier est un symbole de la résistance des Indiens d'Amérique face à 500 ans de colonisation. Il incarne l'esprit de Crazy Horse.

L'affaire Peltier en quelques dates

- Le 26 juin 1975, deux agents du FBI, Jack Coler et Ronald Williams, pénètrent illégalement sur la propriété des Jumping Bull, où est installé un camp de l'AIM. Une fusillade éclate, laissant pour mort les deux agents du FBI et un membre de l'AIM, Joe Stuntz Killright.

- 1976. Léonard Peltier est arrêté et est extradé du Canada vers les États-Unis, sur la base de faux témoignages présentés par le FBI.

- 1977. Le procès de Léonard Peltier débute à Fargo, Nord-Dakota. Lors du procès, on interdit aux avocats de Peltier de présenter certains témoins et plusieurs preuves. Léonard Peltier est condamné à deux peines de prison à vie consécutives.

- 1981. Grâce à la loi sur la liberté d'information, un document du FBI de 12.000 pages sur l'affaire Peltier est transmis à ses avocats, apportant la preuve de nombreuses irrégularités et de la falsification d'un rapport balistique.

- 1992. À la lumière des nouveaux éléments prouvant l'attitude condamnable et les tactiques inappropriées employées lors de l'accusation de Léonard Peltier, le procureur général Lyrin Crooks admet, le 9 novembre devant la 8ème Cour d'Appel de St. Paul (Minnesota) : *Nous ne pouvons prouver qui a tué ces agents.*

- 1993. Malgré cela, toutes les procédures en appel pour un nouveau procès ont été rejetées.

- En novembre 1998, Léonard Peltier a déposé une demande de grâce présidentielle à la Maison Blanche qui constitue sa dernière chance d'être libéré.

- Aujourd'hui, le président Clinton n'a toujours pas répondu à la demande de grâce présidentielle. Peltier a un besoin urgent de votre soutien, maintenant !

Léonard Peltier a reçu le soutien de plus de 40 millions de personnes à travers le monde, dont de Nelson Mandela, Desmond Tutu, le Dalai-Lama, Rigoberta Menchu Tum, Robert Redford, Oliver Stone, Amnesty International. Pour informations complémentaires, contactez...

- Aux USA : Leonard Peltier Defense Committee (LPDC - International Office), PO Box 583, Lawrence, KS 66044, USA, mail lpdc@idir.net.

- En France : Nitassinan CSIA / Léonard Peltier Support Group, BP 372, 75526 Paris Cedex 11, tél 01.43.73.05.80, fax 01.43.72.15.77, mail hdoreau@aw.sgi.com.

Ajoutez votre nom aux millions de personnes réclamant la libération de ce prisonnier politique.

Liberté pour Léonard Peltier

Président Clinton. In the name of Justice and Human Rights, I urge you to grant Executive Clemency to Native American Political Prisoner, Leonard Peltier.

Président Clinton, au nom de la Justice et des Droits de l'Homme, je vous demande d'accorder une grâce présidentielle au prisonnier politique amérindien Léonard Peltier.

Respectfully yours,

Nom, adresse, pays, date

À envoyer au
Président Bill Clinton,
The White House,
1600 Pennsylvania Ave,
Washington DC 20500, USA,
fax 001-202-456 2461,
mail President@Whitehouse.gov

LA FGTB ET LA DÉFENSE DES CHÔMEURS

L'institution syndicale

Avec d'autres
(dont le *Comité de chômeurs* du SETCa)
j'ai plaidé pour un comité
ouvert aux chômeurs, minimexés, etc.

Il existe des comités de ce type de qualité, à Charleroi, pris en charge par les institutions syndicales : c'est leur rôle d'ailleurs. Nous faire passer pour une cinquième colonne dont l'objectif serait de s'en prendre aux syndicats est inacceptable. Voici les termes B polis et respectueux B d'une lettre ouverte adressée par plusieurs personnes, fin décembre 1998, au bureau de la FGTB de Bruxelles.

Camarades.

Depuis plusieurs années la situation matérielle des chômeurs et des minimexés ne cesse de s'aggraver. Les différentes mesures préparées par le gouvernement ne sont en rien rassurantes. Peu à peu, les chômeurs et les minimexés sont insécurisés, à la pauvreté s'associe parfois la honte, la peur du contrôleur, la dépression. Pourtant, dans

certaines régions, des mouvements de chômeurs ont vu le jour, parfois soutenus par les organisations syndicales. La population des chômeurs est certes la plus atomisée, mais il revient à nos structures syndicales qui se réclament du mouvement ouvrier de construire, pour autant que faire se peut, un mouvement social qui tienne compte des intérêts des chômeurs et des minimexés. Nous demandons, dans cet esprit, la création d'un comité de chômeurs FG TB pour l'inter-régionale de Bruxelles. Ceci, du reste, dans le respect des résolutions du dernier congrès FG TB.

2

Anne-Marie Appelmans s'est dite scandalisée par notre demande (voir *Le Matin* du 5/01/99) et, selon Albert Faust, le bureau a refusé de discuter de ce point à l'ordre du jour. Ce dernier m'a reproché d'avoir envoyé à la presse (j'ai reconnu l'avoir fait) une lettre ouverte, alors que c'est le principe des lettres ouvertes ! Je n'avais plus qu'à m'excuser même...

3

J'ai pour ma part réagi, lors d'une colère salutaire, en écrivant dans *Le Matin* que si la FG TB ne veut pas de ses militants chômeurs, qu'elle s'occupe des délégations syndicales de l'ONEm (perquisitions illégales) et qu'elle cesse de siéger dans la commission article 80 (exclusion des cohabitants). Les faits sont là, têtus. À part les services administratifs et la chorale (pour ça la FG TB a de l'énergie !), où sont les actions syndicales de chômeurs à Bruxelles organisées par la FG TB ? Au-delà des belles phrases sur la défense des allocataires sociaux, où sont les faits ? Voici l'article en question (paru dans *Alternative Libertaire* de février 1999 et dans *Le Matin* du 9/01/99).

Nous étions une poignée, suite à l'exemple français, à souhaiter un comité de chômeurs et minimexés au sein de la FG TB de Bruxelles car le syndicat est un lieu d'émancipation et

de défense des droits des plus démunis aussi. Certes, il y a une défense administrative : des conseillers juridiques sont à disposition pour tout

litige. Mais nous pensons que la défense des chômeurs doit aussi être collective. Nous disions : il faut que la FGTB de Bruxelles mobilise également sur le thème des prestations sociales, et qu'elle associe les chômeurs à ses actions. Du reste, elle plaide pour un syndicalisme participatif.

La réponse de la FGTB est scandaleuse. Anne-Marie Appelmans s'est "indignée" de notre demande ! Le bureau de la FGTB a retiré ce point de l'ordre du jour de sa dernière réunion : comment, des chômeurs et des militants pensaient pouvoir demander quelque chose ? La démocratie, c'est également la liberté d'expression, non ? Les chômeurs aussi ont droit à la parole. Ce mépris affiché est inacceptable. Depuis plus d'un an des personnes essayent vaille que vaille de défendre collectivement les chômeurs. Jamais la FGTB bruxelloise n'était là. Des manifestations se sont déroulées, nous étions quelques poignées de chômeurs et minimexés, la FGTB n'était pas là. Aucun soutien en cas de problème, nous allions au feu seuls. L'indifférence était cruelle mais nous l'acceptions, le mépris est en revanche inacceptable. Elle reste au balcon, elle critique, elle considère que la défense des chômeurs n'est qu'un phénomène de mode (sic), qu'il ne faut pas exclure les chômeurs en leur permettant de se regrouper (sic). Le message est clair : circulez les chômeurs, laissez faire les défenseurs légitimes des chômeurs. Soit, nous n'attendions que cela !. (Mais n'était-il pas question de syndicalisme participatif ?)

Puisque la FGTB est contre l'article 80, qu'elle prouve sa solidarité vis-à-vis des chômeurs. Qu'elle donne pour consigne à tous ses affiliés menacés d'exclusion d'introduire un recours administratif. En six mois l'O.N.Em. sera noyé par la paperasse et l'article 80 n'existera plus. La FGTB est contre l'article 80 ? Eh bien qu'elle cesse d'y siéger alors. Il ne faut pas pousser. Moi, simple militant, je paye mes cotisations. Si demain je dois me justifier devant la Commission Nationale Administrative (art. 80), je devrai me justifier devant les représentants syndicaux qui y **appliquent** cet article 80. La CAN est gérée paritairement. Les représentants syndicaux n'y opèrent pas un contre-pouvoir. Ils gèrent l'exclusion des chômeurs (surtout des

femmes d'ailleurs). Ils collaborent à la politique d'exclusion des chômeurs.

C'est sous la colère que je m'exprime ici. Je viens d'apprendre qu'un chômeur s'est pendu, sa sœur était de toutes les actions, à Bruxelles. Derrière le mot chômeur, c'est de personnes qu'il s'agit. Bon sang, quand donc la FGTB comprendra-t-elle que beaucoup de chômeurs et minimexés culpabilisent et sont honteux ? Si la FGTB pense vraiment qu'il n'y a pas d'emploi, elle doit réaffirmer que le chômage et le minimex ne sont pas un motif de honte. Et il faut le prouver. Il faut que les délégations FGTB de l'O.N.Em. prennent position à propos des perquisitions (illégales) chez les chômeurs. Demain un contrôleur sonnera peut-être chez moi pour vérifier si je suis cohabitant ou isolé. Et si ça tombe c'est un délégué FGTB. Devrai-je lui dire : bonjour, camarade perquisitionneur ?

Que la FGTB considère stupide de réunir les chômeurs, soit. Mais de grâce que d'autres formes de soutien aux chômeurs soient mises en œuvre. Qu'elle organise la mise à mort de l'article 80.

J'ai choisi de m'exprimer publiquement. Je sais ce que cela entraîne. Mais je trouvais la coupe pleine. Il ne reste plus que la gueulante pour le chômeur qui veut être entendu. (J'ai bien peur que cela soit valable, en fait, pour tout militant).

Prédrag GRCIC Chômeur et militant SETCa/FGTB en colère

4

La FGTB de Bruxelles y a répondu en page 2 de ses éditions du 29 janvier 1999.

Que veulent les chômeurs ? Un an après. En avril dernier, nous écrivions dans "Syndicats" : "La FGTB se veut à l'écoute de ses 34.000 affiliés. Elle évitera qu'un groupe quelconque s'institue représentant des chômeurs et parasite la liaison directe que nous voulons avoir avec nos affiliés. Nous voulons maintenir un dialogue démocratique avec tous : par l'information réciproque en consultant régulièrement le plus grand nombre par voie de sondages et d'assemblées, en multipliant les

communications par voie de tracts, d'affiches, de feuilles d'infos. Le syndicat est à la fois l'affaire de tous et une école de démocratie. C'est ainsi que nous entendons continuer à défendre les intérêts et la participation de nos affiliés".

Depuis lors, nous avons poursuivi et intensifié notre action basée sur ces 4 axes : information, participation, consultation, amélioration des services.

Information. Lors de chaque distribution des cartes de pointage en fin de mois, nous avons diffusé une feuille d'informations sur les services offerts (par exemple, les ateliers de recherche active d'emploi en automne) mais aussi sur les prises de positions de la FGTB de Bruxelles : que ce soit la suppression de l'article 80 à l'occasion de la manifestation du 11 septembre ou notre opposition aux contrôles à domicile, ou encore aux nouvelles propositions de Miet Smet sur la disponibilité des chômeurs.

Participation. Tout au long de cette année, nous avons multiplié les occasions de contact avec nos affiliés. La participation des Bruxellois à la manifestation du 11 septembre a été remarquable et remarquée. Elle avait été précédée d'une assemblée d'information durant laquelle le camarade Jef Maes, expert de la FGTB nationale et rédacteur de la brochure distribuée à l'occasion, a longuement expliqué le contenu des revendications. Toujours en septembre, les prépensionnées ont pu avoir toutes les réponses à leurs interrogations suite au passage progressif de la retraite féminine à 65 ans. En novembre, notre journée "anti-fasciste" a permis à une centaine de membres de participer à une journée de visite commentée de la caserne Dossin à Malines. Pour mémoire, on rappellera aussi les nombreuses activités culturelles mises sur pied et pour lesquelles nous avons toujours veillé à obtenir des prix accessibles à tous.

Consultation. Au terme de notre enquête, nous avons organisé une assemblée pour en discuter avec les chômeurs. Un an plus tard, nous voulons faire le bilan de notre action et savoir s'ils en sont satisfaits ou s'ils ont de nouvelles demandes. Dès le mois de février, nous ferons donc une série de réunions dans les permanences chômage. Les

chômeurs en seront avertis lors de la distribution des cartes fin janvier.

Services. Poursuivant la rénovation de nos locaux, nous avons ouvert en juin une nouvelle permanence à Jette. Les quotidiens bruxellois qui ont couvert l'inauguration ont mis l'accent sur l'aspect "plus humain, plus confortable, plus convivial et tout en efficacité" des nouveaux locaux. Cette année, c'est la permanence de St-Gilles qui sera rénovée dans le même esprit. Enfin, toutes les permanences ont rivalisé d'imagination pour leur décoration de fin d'année.

Comité de chômeurs ? Dans le même article d'avril 98, nous écrivions : "Ceux qui rêvent d'une situation où une minorité de chômeurs mène l'agitation et interpelle sur le même pied les syndicats et les représentants politiques seront bien déçus : les chômeurs ne se reconnaissent pas dans les agissements de quelques individus qui se revendiquent d'eux et ne font que les ridiculiser par des actions anarchiques". En début d'année, le journal Le Matin relayait les récriminations d'un petit groupe d'une trentaine de demandeurs d'emploi qui demandait la création d'un comité de chômeurs sous le prétexte que "depuis plus d'un an, ces personnes essaient vaille que vaille de défendre collectivement les chômeurs. Jamais la FGTB bruxelloise n'était là. Des manifestations se sont déroulées, nous étions quelques poignées de chômeurs et de minimexés, la FGTB n'était pas là. Aucun soutien en cas de problèmes, nous allions au feu seuls". À ceux-là nous répondons qu'effectivement, nous refusons de nous associer à des actions anarchiques qui ne font que ridiculiser les chômeurs, qu'effectivement nous sommes le collectif des chômeurs et qu'ils doivent cesser de prendre pour des imbéciles les 90% de chômeurs qui paient une cotisation pour être affiliés à un syndicat, qui estiment avoir de bonnes raisons de le faire et qui sont satisfaits des services rendus et des actions menées. Mais qu'ils se rassurent, la démocratie existe au sein de la FGTB : le Bureau n'a pas retiré le point "comité de chômeurs" de son ordre du jour. Il poursuit, depuis de nombreux mois, la discussion sur la meilleure manière d'intégrer les chômeurs dans l'action syndicale mais en aucun cas, il ne veut d'une création artificielle et décollée par rapport aux demandes et besoins de ceux-ci.

Voici les termes d'une lettre que m'a envoyée le président de la FG TB et secrétaire général du SETCa de Bruxelles, Albert Faust.

*Cher collègue, La prose que tu as transmise au "Matin" et reproduite dans l'édition du 9 janvier m'écoeure. Et je ne suis vraiment pas le seul... Tu as comme individu (et comme **individualiste**) le droit le plus certain d'écrire ce que tu veux et où tu peux. Cependant **moi aussi** comme homme libre - et désireux de le rester après quarante années de militantisme de gauche - je peux choisir **avec qui** je poursuis ou non une inlassable activité en faveur des travailleurs, des exclus et des chômeurs de ce pays. Tout en gardant toujours intacte ma liberté d'expression j'ai cependant essayé de privilégier le combat collectif malgré ses inévitables mais compréhensibles contraintes. Ton billet pour "Le Matin" vient **après...** une réunion du "Comité chômeurs SETCa" (6 janvier) où nous nous sommes longuement expliqués avec des arguments rationnels et bien pesés. Devant ce comité tu avais reconnu (hypocritement ?) avoir commis des "erreurs" en t'amusant avec les media **contre** la FG TB de Bruxelles. Je dois reconnaître (avec fierté) n'avoir pas cru une seconde en ta sincérité mais bien en ta petite capacité de démagogie oh combien facile... Ton écrit en apporte d'ailleurs une démonstration éclatante ! Je répondrai d'ici peu, **point par point**, à tes sophismes... La FG TB de Bruxelles en général et Anne-Marie Appelmans **en particulier** n'ont rien à se reprocher quant aux efforts consentis depuis dix ans pour servir - **le mieux possible** - les chômeurs et figure-toi oh grand "gueulant" (cfr. ton propre terme) que ça compte pour eux... Un hommage devrait être rendu à ces camarades qui n'ont pas toujours une vie professionnelle facile... et qui ne sont pas, eux, responsables du... chômage ! Rien à se reprocher non plus quant à la défense politique des chômeurs. La FG TB de Bruxelles s'est toujours profilée comme étant la plus (trop ?) radicale au sein du mouvement syndical en faveur des chômeurs. Ah, il est vrai, sans s'appuyer sur un "Comité de Chômeurs FG TB"... Disons plutôt - et pour parler vrai - sans s'appuyer sur toi. Je répondrais donc à tes propos lamentables d'ici peu mais à l'avenir (puis-je te le conseiller ?) avant de n'attaquer **QUE** la FG TB de Bruxelles... songe un peu à mettre en cause le système*

*capitaliste dans lequel nous vivons. En écrivant "Derrière le mot chômeur, c'est de personnes qu'il s'agit. Bon sang quand donc la FGTB comprendra-t-elle que beaucoup de chômeurs et minimexés culpabilisent et sont honteux ?", tu es **gravement insultant** quant à la FGTB de Bruxelles et surtout d'Anne-Marie qui plus que la majorité des syndicalistes s'est toujours occupée du côté humiliant du chômage ! Mais comme un grand sot (ou un minuscule provocateur) tu parles sans savoir... À bientôt donc ! Albert Faust.*

6

Je ne réponds même pas à la gentille lettre d'Albert Faust. (Je précise que je suis un simple affilié, je ne suis ni son employé ni son chien. Mais bon.) Il ne s'agit pas d'un problème individuel : l'attitude agressive ou méprisante d'Anne-Marie Appelmans et d'Albert Faust - et je ne vous dis pas en face à face ! - tous les chômeurs dont ceux du comité SETCa peuvent en témoigner. Je constate que jamais il n'y a de prise en compte des remarques, la seule réponse aux chômeurs est simple : la grossièreté. On doit d'ailleurs pouvoir parler de paranoïa institutionnelle : tout ce qui ne vient pas de l'appareil est jugé suspect. Mais que la FGTB de Bruxelles cesse de se profiler comme le vrai et seul syndicat de gauche, la rue Haute n'étant plus un syndicat à leurs yeux, alors qu'eux-mêmes traitent les militants chômeurs de la façon dont la FGTB nationale traite la FGTB de Bruxelles : avec un certain mépris.

Sur le plan syndical, je suis affilié au SETCa et je le reste. Mais je demande que l'institution syndicale ouvre un débat sur la défense des chômeurs, et sur l'attitude d'Albert Faust dans le comité de chômeurs SETCa. Son attitude est indigne d'un syndicat socialiste. Pour assurer la démocratie, qu'on y invite les chômeurs de ce comité B qui ne peut plus se réunir, les invitations n'étant plus envoyées par A. Faust depuis plusieurs mois B, totalement écrasés par l'appareil. On nous répondra qu'au sein du SETCa existe un organe démocratique, le comité exécutif, où des chômeurs sont représentés (on y est élu pour 4 ans, mais qui veut rester chômeur 4 ans ? qui peut se le permettre financièrement ?). En effet, mais que celui qui y représente le comité de chômeurs SETCa, si

en effet il n'est pas chômeur, qu'au moins il y aille, dans ce comité. Bref, qu'on respecte au moins une démocratie formelle, ce sera toujours ça de pris !

Depuis plus d'un an, des allocataires sociaux ont été à la pointe du mouvement social. C'est grâce à leurs actions que des propositions de Miet Smet ont dû être retirées. Si la FGTB veut continuer dans la voie du syndicalisme de service, qu'elle continue. Mais on ne s'étonnera pas le jour où le syndicat sera l'équivalent d'une mutuelle. Quant aux chômeurs et aux minimexés qui ont agi collectivement : bravo encore.

Prédrag Grcic (Bruxelles)

LE TRAVAIL EN QUESTIONS

Le piège

Pauvres de nous

les "chiens-de-charrette" !

Voilà bien une expression populaire
qui n'a plus cours.

Pourtant, celle-ci fut en vogue durant de longues années. Elle signifiait que l'on avait à subir une épreuve. Mais les mots suscitaient des sourires entendus : avant tout, il s'agissait d'une plaisanterie. Seuls, les vieux ouvriers n'en riaient guère. Eux avaient connu, cette époque où régnaient des conditions d'existence très dures. En ce temps-là, le sort des humbles approchait celui des bêtes.

Une charrette se tractait avec l'homme entre les brancards, et un ou deux robustes chiens sanglés au garrot. Les petits légumiers, laitiers, charbonniers... ne pouvaient s'offrir les services du cheval. Le chien par

contre, s'achetait pour un prix moindre, mangeait n'importe quoi, dormait à même le sol. Son aide s'avérait précieuse, quand on exerçait le métier d'ambulancier. L'homme et l'animal alors peinaient de concert, aux seules fins de transporter un modeste mais pesant négoce. Car on chargeait au maximum, évitant ainsi d'inutiles voyages en réapprovisionnement. L'équipage avançait donc avec difficulté, dans un tintamarre d'enfer. Les roues cerclées de métal se mouvaient sur des pavés inégaux, parmi des rues défoncées, escarpées, interminables. Longues aussi étaient les journées, et le parcours devenait plus pénible encore quand survenait le gel ou la canicule. Tant d'efforts cependant, ne procuraient que peu de profit. Lorsque des pauvres ont d'autres miséreux pour clients, ils peuvent tout au plus assurer leur survie.

L'évolution scientifique et sociale, transforma la charrette en élément de notre folklore. Un camion, une camionnette se montraient des outils performants, beaucoup plus rentables. En outre, le petit commerce s'atténua, au bénéfice des grands magasins. Il y eut bien, quelques irréductibles de la "carriole-à-chien" qui s'obstinèrent. Mais, les amis des animaux protestèrent vigoureusement. À leur demande, une loi fut votée.

Les attelages canins, devinrent prohibés. Disparurent de nos villes, ces chiens haletants, épuisés, qui parfois agonisaient dans le caniveau sous les yeux des passants.

Plus de richesses...

Grâce au progrès, les chiens d'aujourd'hui s'adonnent au farniente. Cette heureuse situation, paraît définitive. Car, les innovations techniques se succèdent sans relâche. À tel point que l'homme, lui aussi, pourrait s'installer sous peu dans le loisir perpétuel.

En effet, on crée de plus en plus de richesse avec de moins en moins de bras.

Le PIB mondial a **doublé** au cours de ces vingt dernières années. Et, durant cette même période, le chiffre des sans-emploi de par la planète, grimpait à neuf cent millions de personnes. Mais, c'est loin

d'être fini. Ian Angell (grand patron de l'informatique), ce "prophète du XXIème siècle" que nos fidèles lecteurs connaissent bien, n'hésite pas à l'annoncer : *Il y a 6 milliards d'humains sur terre, dont 5 milliards ne pourront jamais être utilisés.* Plus de 80% des individus, n'exerceraient ainsi aucune fonction salariée durant leur existence ! On pourrait certes, hausser les épaules devant pareille déclaration fracassante. Or, avec son livre *La fin du travail*, Jeremy Rifkin corrobore la prédiction du moderne devin. Bien plus, en septembre 1995, un colloque sur notre avenir économique réunissait nombre d'éminentes personnalités à l'hôtel Fairmont de San Francisco. À cette occasion, les professeurs d'université côtoyaient Ted Turner ; Michaël Gorbatchev, Georges Bush, Margaret Thatcher, et autres décideurs suprêmes du monde des affaires ou de la politique. À l'issue de cette réunion, jaillissait la conclusion des experts : un travailleur sur cinq suffira bientôt à maintenir l'activité de l'économie mondiale. Aussi, une telle unanimité, témoigne que la vieille malédiction du travail pesant sur l'humanité arrive à son terme. Tout au plus faudrait-il travailler une dizaine d'heures par semaine, à condition que toutes les tâches et moyens d'existence se voient équitablement répartis. Et, si ce partage intervient, assurément, il s'agit là d'une bonne nouvelle.

Retirer les "chiens-de-charrette" du circuit économique, ne suscita guère de contestations. Par contre, envisager le même avenir pour l'homme, provoque nombre de violents remous. Les adversaires du repos continu s'activent à grand bruit. À les entendre, ce que l'on accorda jadis à l'animal ne doit pas être permis aux gens ! Ils récusent la mort annoncée du salariat. Ils repoussent ce possible bonheur dispensé par l'oisiveté. De telles réactions, apparemment irrationnelles, pourraient surprendre. Dès lors, afin de comprendre la vraie nature de ce refus, écoutons donc ce qui se dit autour de nous...

... pour moins de travail !

Il y a d'abord ceux qui nient le phénomène. D'après eux, le travail ne manque nullement. Et se pencher sur ce "problème", leur paraît absurde. *Regardez les chiffres, disent-ils, la quantité de postes occupés est la même depuis 50 ans. On travaille toujours autant !* Mais, ceux-là se

trompent. Car au fil de ces dernières années, le temps concédé au travail s'est réduit d'au moins 15%. Le nombre des producteurs demeure constant dans les pays industriels, mais on ne preste plus 45 heures par semaine. D'autre part, étaient inconnus naguère ces innombrables "mi-temps" et "temps partiels", comptabilisés de nos jours comme prestations complètes. Parlons aussi, de la pléthore actuelle d'emplois *factices*. Le travail en effet, se définit maintenant comme une matière première dont les employeurs ne veulent plus. L'État, en vient donc à *payer* les patrons pour que ceux-ci engagent ! La législation belge prévoit ainsi des "avantages à l'embauche", des "stages pour jeunes", des "contrats-première-expérience-professionnelle". Ce qui permet de caser en entreprise les débutants aux maigres salaires, en échange d'une réduction des charges patronales. Tout ceci le proclame : l'emploi s'est considérablement raréfié.

Mais l'argument décisif, émane de ceux qui cherchent un gagne-pain. En Belgique, environ 500.000 chômeurs complets sont à présent recensés. Ajoutons-y les non-répertoriés : chômeurs partiels (il suffit de travailler une heure par mois pour se classer dans cette catégorie), chômeurs "âgés" (ayant dépassé 50 ans), prépensionnés pour raisons économiques, travailleurs précaires, exclus du chômage émargeant au CPAS, jeunes en attente d'un premier boulot. Avec cet inventaire, le compte des demandeurs d'emploi franchit très facilement le cap du million. En 1965, ils étaient 50.000...

En l'espace d'une trentaine d'années, 20 fois plus de personnes découvrent l'inactivité forcée. Pourtant, ceci n'inquiète ni les "optimistes" de ce pays, ni ceux d'ailleurs. Ils admettent le fait, mais se veulent rassurants. *Un tel chômage accompagne naturellement le progrès, certifient ces bonnes âmes, patientez donc, et vous verrez apparaître les emplois nouveaux !* Et, afin de nous convaincre, ils commentent les crises antérieures. Celle de l'agriculture d'abord, qui a heureusement répandu son trop-plein de main-d'œuvre dans l'industrie. On ne peut le nier : beaucoup de paysans, désœuvrés par les nouvelles techniques agricoles, se métamorphosèrent en ouvriers d'usine. Puis, survint une seconde rupture, qui s'attaqua au secteur industriel.

Bousculée à son tour par les performances de l'outil, la manufacture d'antan céda la place à l'entreprise moderne.

Une fois de plus, des victimes se retrouvèrent sur le carreau. Mais, là encore, une reconversion put s'accomplir. Car le personnel des fabriques, s'engouffra dans le secteur tertiaire. Les services, banques et compagnies d'assurances notamment, prirent un bel essor, absorbant nombre de salariés excédentaires. Tous ces faits, appartiennent à la vérité historique. Cependant, on peut approuver cette analyse du passé, mais à la condition de n'en point faire une loi intangible. Parce que le contexte de l'heure, ne se prête plus aux grands recyclages. Jusqu'à présent, la technologie détruisait d'abord des fonctions, pour en créer beaucoup d'autres ensuite.

La seule invention de l'automobile, qui éliminait fiacres et chevaux, nécessitait ainsi nombre de développements gigantesques. Il fallait concevoir, assembler, vendre les voitures, mais le succès de ces opérations réclamait des routes, autoroutes, ponts, parkings, garages, carburants, pneus, assurances, financements... Et le tout, en quantités énormes. Or, la révolution robotique-informatique contemporaine, ne nécessite aucune grande infrastructure de ce genre. Par conséquent, une telle mutation suscite très peu d'emplois. Alors que, chaque jour et dans tous les secteurs, elle s'active à évincer les hommes.

Les inégalités se creusent

Dans la foulée des "optimistes", surviennent les apôtres de la conjoncture. *L'économie fonctionne par cycles*, affirment-ils d'un air docte, *nous sommes dans une dépression mais, tôt ou tard, le rebond va se faire. Dès lors, le nombre des chômeurs se réduira, grâce à cette croissance retrouvée.* Ici, le mot magique censé guérir tous nos maux est exprimé : *la croissance*. Or, cette incantation étonne l'observateur impartial. D'abord, parce qu'on peut se demander si la progression illimitée de l'enrichissement général est possible, voire même souhaitable. Mais aussi, parce qu'on invoque le retour d'une extension de l'activité économique, d'une augmentation de l'abondance, alors que celles-ci ne nous ont jamais quittés ! *Entre 1960 et 1995, la richesse mondiale produite en une année a sextuplé...* nous apprend Ricardo

Petrella, dans un ouvrage intitulé *Le bien commun*. Et, voici peu, un rapport sur le développement humain rédigé par le PNUD, confirmait ce propos. Depuis longtemps en effet, le "gâteau" ne cesse de grandir. Malheureusement, les parts de ce pactole s'attribuent de manière bien plus inégale qu'autrefois. L'opulence d'une minorité se dilate, tandis que la misère partout se répand. Ainsi, l'écart séparant aujourd'hui les pays riches et ceux du tiers monde a... triplé ! Bien plus, une telle disparité se retrouve au sein même des nations privilégiées. Là aussi, le fossé entre nantis et pauvres se creuse. En Belgique, selon une récente étude de la VUB, 10% de gens aisés posséderaient une moitié de la richesse du pays. Et, pour arriver à pareil résultat, leur fortune a cru de 185% en 10 ans ! Alors que, durant la même période, les belges aux minces ou modestes revenus (50% de la population) auront vu diminuer leurs ressources. Comme on le constate, vouloir la prospérité sans exiger une solidarité accrue, revient à confisquer la croissance au seul profit de quelques uns.

Certains ouvrent leurs yeux, pour... les refermer aussitôt ! Ils reconnaissent la situation, mais s'accrochent aux prédictions apaisantes. Celle-ci, entre autres : *Si notre société peut effectivement se maintenir avec un minimum de producteurs, elle ne saurait prospérer sans une majorité de consommateurs. Sur ce plan là, nous lui sommes tous nécessaires. Par conséquent, la consommation populaire se verra obligatoirement stimulée un jour ou l'autre ; ce qui créera de l'emploi.* Un tel discours cependant, manque tout à fait de réalisme. Car qui dispose d'un capital et désire se lancer dans le commerce, peut choisir entre deux options. Soit il propose un article courant et bon marché qui intéresse le grand nombre, soit il recherche une clientèle triée sur le volet. Faire fortune en écoulant des cacahuètes relève du possible, s'enrichir par la vente de pierres précieuses s'avère également vraisemblable. Débitier du tout-venant pour 6 milliards de personnes, ou vendre le grand luxe à ce milliard d'élus annoncé, procède d'un tel choix. Et, au vu de ce qui précède, la préférence des puissances financières ne laisse maintenant aucun doute...

Créer de faux besoins

Après les "consommateurs indispensables", interviennent d'autres croyants. Lesquels, tablent sur... la magnanimité du régime libéral ! *Beaucoup de besoins ne sont pas satisfaits, déclarent ces doux rêveurs, il se trouve là un domaine inexploité dont on va se saisir. Et ce nouveau secteur d'activité, fournira du travail en abondance.* Hélas, la politique sociale des États est à la restriction budgétaire. Et, bien évidemment, le non-marchand n'intéresse absolument pas les hommes d'affaires. Ceux-ci s'évertuent à créer un engouement pour des produits superflus, tentent de susciter maints caprices à grands renforts de publicité, plutôt que d'assouvir en philanthropes les nécessités premières. Voici deux siècles, 55 travailleurs agricoles besognaient pour nourrir 100 personnes. Aujourd'hui, il en faut encore 3. Une seule moissonneuse-batteuse, remplace 150 hommes armés de faux. Les rendements à l'hectare sont à ce point tels, que l'union européenne rétribue ses fermiers afin qu'ils arrêtent de surproduire ! Malheureusement, les céréales récoltées aussi facilement ne pourront pas être distribuées. Le blé c'est un marché, une pléthore de pains qui doivent se vendre. À qui ? Mais à ces techniciens, ouvriers, commerciaux, camionneurs qui, par exemple, conçoivent, fabriquent, vendent et transportent d'un bout à l'autre de l'Europe, d'inutiles et dérisoires schtroumpfs en plastique.

Brader la main d'œuvre

À la suite des "illusionnés", entrent en scène les illusionnistes. Avec eux, les emplois vont jaillir en pagaille, comme autant de lapins surgissant d'un chapeau. Le hic, c'est qu'il faut payer un prix exorbitant, avant de pouvoir assister au prodige. *Diminuons les salaires, s'écrient ces prestidigitateurs, et vous verrez le plein-emploi se rétablir ! Car notre main-d'œuvre s'avère beaucoup trop onéreuse. A cause de cela, les patrons n'embauchent plus, délocalisent leurs activités.* Ceux qui parlent de la sorte, réalisent toutefois un joli numéro d'escamotage. D'un coup de baguette magique, ils effacent la responsabilité du système, tout en faisant apparaître de singuliers coupables. Les fautifs ici désignés, se reconnaîtraient à leur gourmandise salariale. Pareil vice en effet, alimenterait un chômage endémique. On se demande alors, comment les pays à hauts salaires du Nord de l'Europe parviennent encore à maintenir des gens au travail !? Ainsi l'Allemagne, qui aligne moins de

chômeurs que n'en compte l'Espagne. Pourtant, les travailleurs espagnols vendent leur sueur nettement moins cher que leurs homologues germaniques. Aussi dérangelantes pour nos magiciens en herbe, se révèlent les situations respectives de la Suisse et de l'Angleterre. Car si la main-d'œuvre helvète coûte le double de celle du Royaume-Uni, ces deux nations présentent cependant le même taux de chômage (6,5%). Dans son livre *Le retour de terre de Djid Andrew*, Jean-François Kahn (quoique chaud partisan de l'économie de marché) s'étonne de cet état de choses. Il s'interroge également sur les 500 premières sociétés industrielles des USA. Lesquelles, entre 1975 et 1990, n'ont créé aucun job. Or, voilà 20 ans que le salaire moyen d'outre-Atlantique stagne et, en pareil laps de temps, les plus basses rémunérations américaines accusent même un recul de 30% ! De toute évidence, légitimer de faibles rétributions en s'appuyant sur d'éventuelles créations d'emplois, appartient au domaine du leurre. Quant aux délocalisations, bien malin serait celui qui expliquerait pourquoi elles se produisent. Parce que la stratégie des grands groupes commerciaux, repose sur un machiavélisme insondable. En outre, si le coût dérisoire d'une main-d'œuvre exotique peut provoquer le départ de l'une ou l'autre entreprise, il faut savoir qu'une fiscalité attrayante, des aides à l'investissement, la conquête d'un nouveau marché, l'absence de législation sociale, une monnaie locale attractive, un régime politique fort, le manque de normes antipollution, la docilité du personnel autochtone... se montrent tout aussi déterminants.

Les dérégulateurs

La mystification atteint son apogée, lorsque s'expriment les "dérégulateurs". *Pour favoriser l'emploi, supprimons toutes ces règles qui entravent le marché du travail*, préconisent nos charlatans. En réalité, ils souhaitent la disparition du salaire minimum garanti, des indemnités de licenciement, du préavis légal d'éviction,... D'après eux, de telles "rigidités" découragent la volonté d'entreprendre, effraient les investisseurs. Ils veulent alors remplacer les droits acquis, par des revenus professionnels fluctuant au gré de l'offre et de la demande, associés à une totale flexibilité des travailleurs. Une fois de plus, pareils propos s'apparentent à un tour de passe-passe. Car, en période

de chômage intensif, "libérer" les salaires conduit inmanquablement à la baisse de ceux-ci. Dès lors, la consommation des ménages viendrait encore à régresser ; avec pour corollaire un... accroissement du nombre des sans-emploi ! D'autre part, voici des gens qui n'hésitent pas à créer maintes entreprises, qui investissent dans ce but en bâtiments, terrains, matériel, machines, qui brassent les millions, les milliards, qui spéculent. Et ceux-là, tout à coup, se disent apeurés par un possible retournement de la conjoncture. À tel point que, pour les rassurer, il faudrait qu'ils puissent congédier aisément leurs salariés. L'emploi serait à ce prix. Car, à les écouter parler, des licenciements aujourd'hui susciteraient de l'embauche dès demain ! Vraiment, les ficelles actionnant de semblables artifices sont par trop énormes.

Quand une situation paraît inquiétante, on peut se rassurer en manifestant de l'agressivité. Quoi de plus facile alors, que de s'en prendre aux victimes de la nouvelle donne économique ? Fatalement, bien des hargneux se défoulent de la sorte : *Les chômeurs se complaisent dans leur paresse. Mais celui qui cherche activement du travail, en trouve.* Cette façon de montrer du doigt, est à ranger parmi les préjugés inconsistants. Des statistiques réalisées par groupe socioprofessionnel, indiquent qu'il y a beaucoup plus de suicides chez les demandeurs d'emploi. Car au sein d'une société comme la nôtre, travailler reste -malheureusement- le moyen traditionnel de se valoriser. Aussi, qui se retrouve au chômage perd souvent la considération de son entourage, et l'indispensable estime de soi. Si l'on ajoute à ces tourments les inévitables difficultés matérielles, l'image caricaturale du "joyeux-chômeur-qui-ne-cherche-pas-du-boulot" se ternit tout à fait.

Cette sorte d'aigreur, qui requiert un bouc émissaire, attaque aussi dans une autre direction. Il y a 10 millions d'habitants en Belgique, dont 330.000 étrangers non-européens. Ceux-ci deviendront des coupables idéaux, comme désignés par ces rancœurs anciennes, lesquelles jadis flétrissaient *les Juifs*. Rien de neuf donc, quant à la "solution" préconisée : *Les immigrés prennent le boulot qui appartient aux gens de chez nous. Renvoyons ces intrus dans leur pays, et le chômage des belges diminuera de façon radicale.* Ce qui procède d'une logique

invraisemblable. Pour faire preuve de réalisme, il convient d'ôter de la population décrite, les femmes au foyer, les enfants, les étudiants, les personnes âgées, les spécialistes attachés aux multinationales (principalement américains ou japonais). En effet, seuls nous intéressent ici les migrants susceptibles d'occuper un poste de travail qui pourrait convenir à un belge. Cette soustraction accomplie, on constate aussitôt que la main-d'œuvre allogène correspond à quelques dizaines de milliers d'unités. Pour rappel, précisons que le nombre des demandeurs d'emploi dépasse largement le million...

Ces chiens qui naguère tiraient des charrettes, ont eu de la chance. Personne n'a tenté de les river à leur fardeau, en usant de semblables arguments trompeurs. Chez les humains par contre, ces raisonnements fallacieux s'insèrent dans une dialectique favorable au travail. Depuis deux siècles, l'idéologie dominante s'applique à métamorphoser le labeur quotidien en chose éminemment désirable. Beaucoup s'y sont laissé prendre. Décrocher une *situation*, alimente bien des rêves. Alors, avec une aussi somptueuse "carotte", soumettre les hommes devient un jeu d'enfant. Ils seront prêts à toutes les capitulations, pour peu qu'on les assure d'un avenir sans surprise, qu'on leur garantisse un inébranlable esclavage salarié.

Manipulations

Le pouvoir, ne peut indéfiniment promettre des emplois qui n'existent plus. Il va donc manœuvrer, avant que n'émerge une prise de conscience générale. Son premier mouvement, lui fera dissimuler l'ampleur du chômage. Le comptage ponctuel de ce dernier, doit impérativement montrer des chiffres évoluant à la baisse. Pour obtenir pareil résultat, on "oubliera" dans les statistiques certaines catégories de sans-emploi. Mais aussi, l'exclusion systématique se verra programmée. La Hollande, relègue ainsi nombre de ses chômeurs parmi les *invalides*. Quant à la Belgique, elle expédie son "excédent" chez les *pauvres*. Dans notre pays, 36% des personnes émargeant aujourd'hui aux CPAS, sont les victimes d'une telle mise à l'écart. L'autorité, ensuite, fera tout pour gagner du temps. Dans l'immédiat, elle essayera d'éviter un "bain de sang social". Cet objectif, prescrit de modérer quelque peu le zèle des grandes

entreprises. Lesquelles, envisagent des restructurations sans fin. Le secteur bancaire belge à lui seul, menace de mettre 45.000 personnes sur le pavé. Or, cette possible catastrophe, bientôt ne sera plus d'actualité. Les prochaines années verront le "baby-boom" d'après la guerre, se transformer en "papy-boom" dès l'an 2000. À ce moment, aucun patron ne voudra se défaire avec brutalité d'une main-d'œuvre superflue. Il suffira de patienter, tout en ne remplaçant pas ceux qui partent à la retraite. Le volume du travail disponible diminuera sans cesse, mais à la façon d'une hémorragie s'épanchant au goutte à goutte. Et à côté des sans-travail, peu à peu, grandira la multitude des pensionnés.

L'ordre social bourgeois se perpétue en maintenant chacun "à sa place", c'est-à-dire "à l'ouvrage". En conséquence, des désœuvrés nombreux et permanents représentent un péril pour qui jouit d'une position dominante. Une telle situation sans issue, propulse en effet les pensées séditieuses (*Que bascule donc la société, parce qu'elle ôte tout avenir à mes enfants, puisqu'elle m'oblige à végéter ma vie durant !*). C'est pourquoi, nos instances politiques ne se contenteront pas de maquiller le chômage pléthorique, ni de temporiser. Encore voudront-elles justifier ces "temps difficiles". Les hommes acceptent de souffrir en silence, mais il faut donner un sens aux maux qui les accablent. Sinon, leur colère éclate. Aussi, la mondialisation de l'économie, sera présentée aux populations sous l'angle de la *fatalité*. On ne se révolte pas contre l'injustice du sort. Et la guerre commerciale planétaire, s'analysera comme pure catastrophe naturelle. Personne ne l'aurait souhaitée, déclenchée, encouragée, mais elle est là. Dès lors, il conviendrait de combattre avec enthousiasme, si l'on veut gagner la bataille de l'emploi. Dans cette optique, un chômage important résulterait d'innombrables défaites, serait la juste sanction de nos coupables faiblesses. On ne nous dit évidemment pas, qu'un tel conflit *ne s'arrête jamais*.

Gestion politique d'une guerre économique...

Parce que la guerre économique devient projet de société, le débat politique dégringole au niveau des "gestionnaires". Péroraisons et

programmes de partis, expliquent alors comment promouvoir productivité, rentabilité, compétitivité. En fait, la gent politicienne accompagne le pouvoir mercantile dans sa fuite en avant. Et, le mirage du plein emploi lui tient lieu d'alibi. Dans cette logique de conflit, l'appui aux entreprises se fait objectif prioritaire. Aides à l'investissement, réductions de charges patronales, primes à l'embauche... ponctionnent de plus en plus la richesse collective. L'impôt également, accentue ce transfert. Ces dernières années, en Belgique, la fiscalité des sociétés s'est allégée de 3%. Par contre, les contributions pesant sur le simple quidam se sont accrues (à cause de la non-indexation des barèmes fiscaux, et par des cotisations spéciales dites "de solidarité"). De la sorte, le revenu issu du travail se voit très lourdement taxé (généralement, de 30 à 50% d'imposition). En revanche, pour les dividendes versés par nos entreprises à leurs associés, le prélèvement fiscal chute à 25% (si la rétribution est anonyme) et même à 15% (si elle s'avère nominative). Qui vit de telles rentes, paie donc un impôt deux fois moindre que celui retenu sur un salaire ! Toutefois, l'injustice fiscale sévit également dans le monde des affaires. Si les petites et moyennes sociétés doivent acquitter un tribut de 39% sur leurs bénéfices annuels, les puissantes multinationales, elles, ne verseront que 8%. Par le biais de plusieurs Arrêtés Royaux, notre pays accorde cette faveur aux trusts, à condition qu'ils génèrent un chiffre d'affaires minimum de 5 milliards par an. Mais, bien d'autres exemples pourraient illustrer la bienveillance des gouvernants, de Belgique ou d'ailleurs, envers le grand patronat. Et le projet AMI, n'en serait pas le moins édifiant. Dans ces conditions, l'euphorie régnant au sein des places boursières se comprend sans peine. Ainsi l'indice *Bel 20* (impliquant les 20 premières entreprises belges) a-t-il bonifié de 50% en 1998. Significatives aussi, les actions *D'Ieteren* et celles de la firme *Colruyt* qui, en l'espace d'une dizaine d'années, auront eu leur valeur multipliée par 18 et 29 !

Ces gains générés par la Bourse de Bruxelles, paraissent fort modestes si on les évalue à l'aune de Wall Street. Depuis une décennie, l'ensemble des cotations à New York accumule les scores mirifiques (jusqu'à 775% de hausse en quelques années). Exemple donc, apparaît l'action *Microsoft*, rapportant 300 fois la mise initiale. Autrement dit : qui

aurait investi 500.000 francs dans l'entreprise de Bill Gates, en 1986, posséderait à présent des titres pour un montant de 150 millions. Précisons encore que dans la plupart des pays, tout comme chez nous, ces plus-values boursières *ne sont pas taxées*...

Le modèle américain...

Tant d'argent facilement gagné, aiguise bien des appétits. Par conséquent, les USA deviennent pour certains, le modèle qu'il convient d'importer en nos contrées. *Seule l'économie américaine fonctionne convenablement*, s'exclament ces "enthousiastes". Et de citer en vrac : la forte croissance du PIB d'outre-Atlantique (5,6% lors du dernier trimestre 98), les 18 millions d'emplois créés en peu de temps, le faible taux de chômage (4,5%)... Allégations aussitôt reprises en chœur, par les néo-libéraux de tous poils. Pourtant, si l'on y regarde de plus près, un tel engouement ne se justifie en rien. L'économie des States fonctionne, certes, mais parce qu'elle s'appuie sur le crédit. L'État, les entreprises, les particuliers américains dépensent plus qu'ils ne gagnent. La dette *extérieure* des États-Unis atteint aujourd'hui 2.000 milliards de dollars ! Quant au déficit de leur balance commerciale, il correspond à 255 milliards (alors que l'Union Européenne affiche, toujours dans la même monnaie, 100 milliards de boni). De même, parler d'innombrables créations d'emplois, paraît pour le moins abusif. En fait, leurs entreprises ont d'abord licencié en masse, supprimant des postes stables et bien payés. Or, comme là-bas les allocations de chômage prennent fin après six mois, des millions de gens se sont vite retrouvés dans une situation intenable. Cette main-d'œuvre aux abois, a alors permis l'éclosion de sociétés spécialisées en sous-traitance ou services. Ce qui ne pouvait être rentable auparavant, devenait à présent lucratif en utilisant des travailleurs taillables et corvéables à merci. Nouveaux emplois dès lors, ces jobs précaires, à temps partiel, au salaire horaire ridicule, sans protection sociale aucune. Nouveaux emplois encore, ces "indépendants" : promeneurs de chiens, livreurs de pizzas, emballeurs et pousseurs de caddies pour clientèle de supermarché,... L'abondance de semblables "métiers", imposés par la panique, explique pourquoi le taux de chômage paraît si faible. Supercherie avérée que ce "miracle américain" ; hélas, le dogme se répand quand même...

... et son hégémonie mondiale

De par une mystique commerciale délirante, l'Amérique bénit ce qui lui ressemble. Et ses grands prêtres (FMI, Banque Mondiale, OCDE) propagent l'intégrisme économique libéral. Le premier commandement de ces nouvelles "tables de la loi", condamne l'État-providence. Haro donc sur la sécurité sociale chère aux Européens. Convertis, nos gouvernants ont l'austérité budgétaire pour credo, afin d'alléger la pression fiscale sur les entreprises. Amoindrissant ainsi la qualité des existences, pour rehausser la quantité de biens produits. Mais pareil acte, apparaît éminemment vertueux si l'on s'en réfère à l'orthodoxie marchande. Les chiffres cités par le PNUD, sont à cet égard caractéristiques. Évalués d'après le seul *Produit Intérieur Brut*, les USA se classent premiers dans le pool des 17 pays les plus industrialisés du monde. En revanche, ils rétrogradent au dernier rang lorsqu'on analyse la mortalité infantile, l'espérance de vie des adultes, le taux d'alphabétisation, le degré de scolarité, le nombre des pauvres, la délinquance, la proportion de gens en prison. Car au pays des milliardaires, survivre avec une maigre paie, c'est d'abord l'impossibilité de souscrire aux assurances. Dès lors, pas de retraite envisageable, mais l'obligation de travailler jusqu'à son dernier souffle. Pas question non plus, de restaurer une santé déficiente par des soins médicaux appropriés ; ni d'envoyer à l'hôpital le conjoint ou l'enfant malade. Sans argent, le coût prohibitif des études interdit à sa descendance l'accès aux bonnes écoles. Pour se loger au moins cher, il faut habiter dans quelque sinistre quartier. Et là, résister à la tentation d'améliorer l'ordinaire au moyen du trafic, du vol, de la prostitution. C'est également l'angoisse permanente de sombrer tout à fait ; de dépendre d'une "aide sociale" impérieusement limitée dans le temps, correspondant environ à *la moitié* de ce qu'octroient nos CPAS. Voilà, ce qui se cache derrière les statistiques. Voilà, vers quel guet-apens on veut nous mener.

Le piège est bien conçu. Bien camouflé aussi. Rares sont ceux qui décèlent le traquenard. C'est pourquoi les populations avancent docilement, en direction du pire. Subjuguées, parce qu'on leur promet une prospérité salvatrice, grâce au plein-emploi retrouvé. Parce que

maintenant, le labeur des hommes tient lieu de religion. Et cet appât magique, les attire dans la nasse.

L'attachement idolâtre au travail, provient d'une confusion. Travailler un minimum pour combler ses besoins essentiels, et ceux de la collectivité, se définit comme activité naturelle, légitime, valorisante. Par contre, s'échiner huit longues heures par jour, pendant 45 ans, aux seules fins d'enrichir État, actionnaires ou patron, témoigne d'un système oppressif. La plupart du temps, l'emploi s'envisage sans tenir compte d'un tel discernement. Peu de gens considèrent le but premier du travail ordinaire. Lequel veut que l'on se plie aux servitudes monnayées, pour mieux conforter les hiérarchies au pouvoir.

L'alternative libertaire

En 1894, quelques jours avant son exécution, l'anarchiste Émile Henri écrivait ces lignes : *Beaucoup d'ouvriers sont occupés à des travaux inutiles à la société [...] Beaucoup aussi, sont frappés par le chômage [...] Ajoutez à cela qu'un nombre considérable d'hommes valides ne produisent rien : soldats, prêtres, policiers, magistrats, fonctionnaires,...* [...] *Considérons en outre que [...] le total des produits manufacturés est quatre fois plus considérable, et le total des produits agricoles trois fois plus considérable que la somme nécessaire aux besoins de l'humanité [...] Nous pouvons donc tirer la conclusion suivante : une société où chacun collaborerait au travail commun [...] n'aurait à demander à chacun de ses membres valides qu'un effort de deux à trois heures (par jour) peut-être moins... Ce petit texte, indique quelle était la position radicale du mouvement libertaire envers le travail salarié. Cette dénonciation, gardera toute sa véhémence au fil des années. Aussi, lorsque les prolétaires deviendront de surcroît consommateurs, les anars s'opposeront à cette aliénation nouvelle qui séduit. Avec moult slogans comme *Ne travaillez jamais !* ou *Ne plus perdre sa vie à la gagner*, mai 68 attaquait une abondance fabriquée pour maintenir les travailleurs sous le joug. Mais, la création de besoins factices, s'accompagne obligatoirement d'une production surmultipliée. Dès lors, l'assujettissement des besogneux allait encore changer de forme. Et, dans un livre prophétique, *Bye,bye, turbin !*, parut en 1975, Yves Le*

Manach, compagnon libertaire et collaborateur de ce journal, annonçait les situations à venir : *De par son essence même (recherche du profit dans la compétition) la bourgeoisie ne peut se permettre de remettre en question le travail qui est la justification de sa réussite, de son idéologie. Qu'elle reconnaisse l'inutilité du travail, et son monde s'écroule. Cependant, dans une superbe contradiction, elle ne peut s'empêcher de développer les forces productrices, et à mesure que la grande industrie automatisée se développe, la création de richesses dépend de moins en moins du travail. Et Yves de conclure : Revendiquons l'automation et, au travers d'elle, la fin du travail.*

L'anarchie enfin réalisée, supprimerait bien des fonctions, bien des intermédiaires, bien des "gadgets" et, par répercussion, bien du travail inutile. En attendant ce jour, nous devons vivre au cœur d'un monde reposant sur le futile. Or, malgré ce gaspillage érigé en dogme économique, les emplois disparaissent. Dans sa course débridée, une productivité folle a dépassé depuis longtemps la consommation des objets, laissant derrière elle saturation et chômage. Informatique, électronique, robotique, permettent de produire comme jamais auparavant, gestions et managements nouveaux diminuent le personnel en augmentant les cadences, fusions d'entreprises ou accords inter-trusts éliminent toute concurrence commerciale de faible envergure. Cela, il faut le dire. Assez de mensonges ! Le plein-emploi ne reviendra jamais ! Mieux même, du travail, il y en aura *de moins en moins*. Une telle prise de conscience cependant, intervient pour nous aider. Car percevoir l'événement, conduit à cette évidence : *notre société doit se modifier*. Comment ? Mais en partageant, et les postes encore disponibles, et la richesse suscitée. C'est-à-dire - pour l'exprimer plus concrètement - en réduisant de façon drastique le temps consacré au travail (25, 20, 15, 10 heures par semaine ?). Mesure à laquelle s'adjoindrait une redistribution pécuniaire, octroyée sous la forme d'un revenu de citoyenneté (allocation universelle). Vu sous cet angle, le danger d'un piège menaçant se transforme en réelle opportunité. D'ailleurs, avec d'autres intellectuels éminents, André Gorz ne s'y est pas trompé. Son dernier ouvrage, consacré à la disparition du travail et à l'allocation universelle, porte ce titre éloquent : *Misères du présent, richesse du possible*. Quant à nous, qui refusons toute domination de l'homme par

l'homme, le contexte de l'heure nous fait la plus belle promesse. Car cette fin du travail, concrétiserait une part majeure de l'idéal libertaire : la suppression de l'esclavage salarié.

La fin du prolétariat

Cette fin du prolétariat, beaucoup n'en veulent pas. De quoi vivraient-ils, s'il n'y avait des prolétaires à plumer ? Oublions, l'espace d'un instant, les exploiters bien connus ; aisément identifiables par l'argent qu'ils ponctionnent. Concentrons-nous plutôt sur les "défenseurs de la classe ouvrière". De ceux-là, on ne se méfie guère. Ici encore, ouvrons le livre d'Yves Le Manach : *Que deviendraient les syndicats et les partis ouvriers, sans travailleurs ? Que l'on augmente les salaires, que l'on améliore les conditions de travail, oui, mais surtout que l'on ne remette pas en question le travail.* Car syndicalistes et politiciens "de gauche", s'activent au sein d'organisations exigeant la prépondérance de leur groupe. Dès lors, afin d'acquérir ce pouvoir tant convoité, les "réformistes" ont besoin d'une "clientèle", et les "révolutionnaires" d'une "masse" ; agissant de ce fait en faune parasite, qui prospère sur la sueur du grand nombre. Ainsi, grâce à l'aval des classes laborieuses, une "gauche réaliste" rejoint la "droite sociale" au plus profond de la "pensée unique". Tout comme on nous vante le "droit au travail" et la "dictature du prolétariat", puisque ces concepts introniseraient l'État-patron communiste. Mais, une fois de plus, mentionnons l'ouvrage précité : *Opposer le pouvoir du prolétariat au pouvoir de la bourgeoisie, c'est ne pas tenir compte du devenir du prolétariat qui est sa propre disparition [...] À quoi servent ceux qui veulent améliorer le travail à ceux qui ne veulent plus travailler ?* Yves, à ce moment pointe un doigt accusateur : *Nous servons à justifier votre existence [...] Ce qui vous gêne le plus, c'est le fait que l'automation vous remette autant en question que la bourgeoisie, dans la mesure où elle remet en question le travail lui-même [...] Pour vous, les revendications sont uniquement quantitatives, et vous vous arrangez pour qu'elles cadrent avec les intérêts du pouvoir [...] L'usine à laquelle vous vous attachez par votre complicité revendicative [...] on la vomit.* Et, dans un cri de colère, notre camarade lance avec force : *Saluds ! On les connaît vos usines, vos partis, vos syndicats.*

Élargir et regrouper

Seul l'avènement de la société libertaire permettra l'émancipation totale des individus. Afin d'aboutir à tel résultat, **tous les moyens d'agir doivent être envisagés**. Ces outils, sont divers : encourager l'autogestion systématique, organiser la grève générale, multiplier les collectifs, se présenter aux élections, déclencher une révolution... Reste à faire le bon choix. Pour cela, constatons d'abord que les regroupements situés à gauche, recherchent le pouvoir. Ce qui rend un partenariat impossible. Dès lors, notre projet repose entièrement sur **une large adhésion populaire**. Ce soutien des populations, constitue donc le repère obligé. Refuser pareil guide, conduirait à s'enfermer dans quelque ghetto politique. Un de ces lieux où rien ne bouge, où le rêve tient lieu de pensée, où l'action appartient au domaine de la bricole.

Le nombre des familles sensibilisées par le problème de l'emploi, est énorme. Presque tous les ménages alignent un ou plusieurs salariés, un ou plusieurs chercheurs de boulot. En conséquence, une importante réduction du temps de travail (afin de le partager) susciterait un intérêt général. De même, octroyer à tous un revenu de citoyenneté, éveillerait de nombreuses sympathies. Déjà, cette idée se répand au sein du public. Dès à présent, deux formations politiques (*Écolo* et *Vivant*) inscrivent l'allocation universelle à leur programme (1). En Hollande, ils sont trois partis à proposer semblable alternative ; quatre en Irlande. Mais combiner ce travail restreint avec cette rente en espèces, obtiendrait plus de succès encore. Soyons en sûr : la volonté manifeste de distribuer à la fois du temps libre et de l'argent, vaudrait aux anarchistes des appuis en pagaille. C'est pourquoi pareil dessein incarne un authentique levier, capable seul de renverser le vieux monde.

Ici et maintenant, il nous faut mettre un terme à cet asservissement séculaire fondé sur le travail. Tel s'énonce le combat de notre génération. En réalité, nous n'avons guère le choix. Sans contre-attaque de grande ampleur, c'est un désastre qui se profile. Nul besoin de jouer au prophète, comme Ian Angell, pour détailler cette éventualité catastrophique. Il suffit simplement, de relire Émile Zola. Car, le futur

alors tient en un mot : *régression*. Et si demain est ainsi fait, verrons-nous à nouveau de ces malheureux chiens attelés aux charrettes ?

Gablou (Liège)

(1) L'allocation universelle évoquée ici, ne correspond nullement à ce produit électoral dont on nous rabat aujourd'hui les oreilles. Certes, les gens à la tête de *Vivant* ont vu clair. Ils n'hésitent d'ailleurs pas à parier sur l'avenir, en misant des dizaines de millions sous forme de propagande. Cependant, ce que l'on nous propose ainsi à grands renforts de publicité, a tout l'air d'un attrape-gogos. En outre, l'allocation universelle ne peut se considérer tel un but qu'il convient d'atteindre, mais bien comme le *moyen* d'avancer vers un socialisme libertaire. On en reparlera...

PARUTION / AFFAIRE DUTROUX

Nom de code : Neufcâteau

Érik Rydberg, journaliste au *Matin*,
vient de publier un livre sur l'affaire
Dutroux : *Nom de code Neufchâteau*.

Il le présentera le 10 mai à 20h30
au Théâtre de Poche (Bruxelles).

Ce livre est d'un tout grand intérêt pour comprendre ce qui s'est joué pendant ces deux années dans l'espace public. Le peu d'échos qu'il a

reçus dans la presse n'étant pas du tout à la mesure de ses qualités, je propose de reprendre ici quelques éléments centraux de son analyse.

Tout d'abord, il ne s'agit pas d'une reprise de ses articles du *Matin*. Il ne s'agit pas non plus d'une démarche de journalisme d'investigation, mais d'un décodage (comme son titre l'indique) et d'une analyse. La méthode choisie par Rydberg est de sélectionner, dans la multiplicité des faits et des prises de position (tous d'ordre public), ce qui a été essentiel et déterminant dans l'évolution de ces deux années, à la fois au niveau de l'enquête parlementaire, de l'enquête judiciaire, du rôle de la presse. Ensuite d'analyser, de pointer une série de liens entre ces faits et prises de position, de montrer ce qu'ils ont impliqué, ce qu'ont été leurs conséquences politiques. Car l'analyse est d'ordre politique, au sens noble du terme : elle pose les questions en termes d'enjeux démocratiques. Elle montre en quoi cette affaire a mis à mal une série d'acquis importants en termes de droits fondamentaux, comme de contrôle démocratique des institutions. Elle montre aussi ce que cette affaire aura comme conséquence sur l'avenir des commissions d'enquête, sur la possibilité de récusation des juges, ou sur la liberté d'expression et la liberté de la presse...

Un angle d'approche également privilégié par Rydberg, et qui apporte beaucoup (enfin !) au citoyen non spécialiste du droit : l'analyse pointue (et accessible !) des textes juridiques qui ont été des références dans cette affaire (lois sur les commissions d'enquête, code judiciaire et procédures de récusation, code d'instruction criminelle et suspicion légitime, etc..) analyse qui met en évidence à la fois leur raison d'être, leur champ d'application, leur évolution dans l'histoire, et surtout la façon dont les acteurs du monde politique et du monde judiciaire ont transformé leur sens et leur extension dans l'affaire Dutroux, avec la caution des spécialistes du droit !

Le cas de l'arrêt spaghetti est détonnant. On découvre que le dessaisissement du juge Connerotte résulte d'un rapprochement entre deux articles de codes différents, dont l'un concerne la suspicion légitime et relève du code d'instruction criminelle, et l'autre la procédure de récusation, qui relève du code judiciaire et n'est pas de la

compétence de la Cour de Cassation ! Rydberg montre comment *l'absence de pouvoir d'apprécier est élevée au rang de vérité officielle en escamotant le fait que cette perte de libre-arbitre procède, en réalité, d'une première appréciation qui, elle, était interprétative, donc tout sauf obligée* (p.74). On retrouvera dans ce chapitre une synthèse de l'opposition formée contre l'arrêt par les avocats Hissel et Arnauts. Suivi d'un *intermède musical sous forme de valse parlementaire* éloquent autant qu'inquiétant : c'est l'histoire de trois propositions de loi pour améliorer la notion d'impartialité et d'indépendance du juge suite à l'arrêt spaghetti, puis d'un projet de loi émanant du gouvernement qui en modifie le contenu et la philosophie, pour aboutir à la suppression de la procédure en suspicion légitime et la possibilité de dessaisir un juge d'instruction sur les bases de la procédure de récusation. Ce qui implique, dira Maître Arnould dans sa préface une restriction des possibilités d'écarter un juge vraiment partial. Le monde à l'envers...

Le décodage de l'année 1998, des tourbillons de la presse comme des enquêtes judiciaires fait l'objet d'un chapitre intitulé *1998, maquisard* et se veut critique : à la restauration, à la normalisation, à *tout cela, résistance oblige*. Les dossiers X sont au cœur de la tourmente, la Commission se transforme en commission du suivi et n'a plus accès à ses propres documents. Après avoir disposé les pièces sur le jeu, Rydberg conclut : *Il est difficile de ne pas voir que l'élément déterminant, la tendance lourde réside dans la nouvelle donne politique de ce qu'on appellera l'accord "octopode" sur la réforme de la Justice et des polices, et que le reste, les déboires des enquêtes judiciaire et parlementaire, en découlent. Non au titre d'une décision concertée ou délibérée, mais à la manière d'une pente "naturelle"*.

L'analyse des prises de position autour du témoignage de X1, en les recadrant dans tout le contexte d'enquête qui entoure celui-ci, donne un éclairage intéressant sur les glissements qui se sont opérés, et les enjeux qui ont été masqués par la focalisation sur la question de la crédibilité du témoin.

Enfin, la "normalisation" à l'œuvre dans le pouvoir législatif comme dans le pouvoir judiciaire, pourrait être également à l'œuvre dans le quatrième pouvoir, la presse. Rydberg tourne ici son analyse vers les discours publics qui ont été tenus par certains hommes politiques depuis début 1998, la remise en question dans les faits de la liberté de la presse, l'invocation d'une nécessaire régulation, les pressions sur certaines rédactions, les inculpations de journalistes, toutes ces normalisations parallèles constituent, selon Rydberg, un processus lent mais ininterrompu, qui conduit à saper un des piliers fondamentaux de la démocratie : la liberté d'expression et la liberté de la presse. *Ils se confondent, sont deux frères siamois : l'une mourra si elle est privée de l'autre. Nom de code Neufchâteau : le processus dont question relève du même débat car la "normalisation" des enquêtes judiciaire et parlementaire va de pair avec la normalisation de la presse (p.131).*

Suivra ici une analyse des enjeux des nouvelles propositions de loi ou d'"autorégulation" de la presse elle-même, un décodage des principes qui sont invoqués, un recadrage de ces discours dans le contexte socio-politique, la discussion d'un avis du Conseil d'État concernant la proposition de loi sur les délits de presse à caractère raciste, etc...

Ce livre est important, car il nous éclaire sur le contexte institutionnel et politique de ces affaires, il nous donne des informations essentielles pour nous former notre propre jugement.

L'auteur y prend des positions engagées, toujours argumentées, et donc discutables.

Ce livre est aussi gai à lire, son écriture est vivante et libre, la rigueur du raisonnement s'allie avec un ton où l'humour est loin d'être absent (on rit parfois jaune).

Bref, un livre décapant, dans tous les sens du terme, à lire absolument...

Carine Dierckx

- Érik Rydberg, *Nom de code Neufchâteau*, éditions EPO, mars 1999.

LE MOT DE L'AUTEUR

Nom de code Neufchâteau

Les publications qui traitent de près ou de loin des affaires Dutroux et des enfants disparus et assassinés ont en commun de ne pas provenir des lieux qui dispensent les vérités officielles et définitives, et de pallier leur absence sans s'y substituer.

Leur nombre en constitue comme une illustration, car, dans la mesure où elles n'apportent qu'éléments de réflexion et champs d'interrogation, leur fonction n'est pas d'inciter à un débat citoyen où chacun est invité à se former lui-même une opinion ? C'est, à tout le moins, la démarche de l'auteur : nourrir ce débat non expert, populaire au sens noble du terme.

Nom de code Neufchâteau veut croire que ce débat est encore possible, à un moment, il est vrai, où d'aucuns parlent de normalisation - l'année est électorale et les discours dominants publicitaires.

S'il fallait résumer, il se veut la première tentative d'offrir une mise en perspective politique des événements, au travers des deux processus phares qui les ont encadrés : l'enquête judiciaire et l'enquête parlementaire.

Ces deux versants ont, la plupart du temps, été analysés isolément, la méconnaissance de l'un aveuglant la perception de l'autre. Par son orientation professionnelle spécifique, l'auteur a eu la chance de les suivre en parallèle, étant non seulement, à la rédaction du quotidien *La Wallonie* d'abord, du *Matin* ensuite, le rédacteur chargé de couvrir les travaux de la commission d'enquête, mais aussi, de manière plus générale, les "fait divers" : tant ceux de la rue de la Loi (ndlr pour nos lecteurs français : le Cabinet du Premier Ministre et le siège du Parlement) que ceux de la place Poelaert (ndlr : le Palais de Justice),

tant ceux du boulevard de l'Empereur (ndlr : le siège du Parti Socialiste), de la rue de Naples (ndlr : celui du Parti Libéral) ou des Deux-Églises (celui du Parti Social-Chrétien) que ceux de la rue de Louvain (ndlr : les bureaux de la BSR, l'équivalent belge des Renseignements Généraux)...

Analyse politique, donc, riche en effets miroirs : si on peut discuter à n'en plus finir sur le fait de savoir si l'enquête judiciaire a subi des pressions parce qu'elle aurait été gênante, la chose est manifeste au point de constituer un fil rouge pour l'enquête parlementaire. Que Dehaene voudra ramener à un "truc structurel" dès mai 1997 et que l'ensemble de la classe politique, toute préoccupée par sa réélection à partir du printemps 1998 - c'est le phénomène octopus se muant en décapus par la grâce d'une poupée gonflable, l'épouvantail Vlaams Blok - liquidera, en la contraignant de terminer ses travaux au plus vite d'abord, en la dépossédant ensuite des maigres pouvoirs que le parlement lui avait permis de garder ensuite. Il fallait que la commission Verwilghen-Decroly (tous deux de l'opposition, et atypiquement d'une sorte d'opposition au sein de l'opposition, encore bien) soit évacuée de l'agenda ; évacuée, elle le sera.

Truc structurel, c'est le nom donné à un des chapitres : deuxième apport du livre, qui est de permettre au lecteur, en l'invitant à prendre lui-même connaissance des textes qui fondent ici les raisonnements, de voir que, sur une série de notions clés, on a raconté n'importe quoi.

On a raconté n'importe quoi en affirmant qu'une commission d'enquête est une chose dont la mission se réduirait à apporter des propositions de modifications de la législation. Donc : pas un tribunal, pas une bande d'apprentis-juges d'instruction, bref pas ce que scandaleusement la dérapante commission Verwilghen s'est permis de faire. C'est dire n'importe quoi car les textes organiques des enquêtes parlementaires, de 1880 et de 1996 ainsi que dans la lecture qu'en feront les Pandectes, disent tout le contraire. La chose est démontrée point par point dans le livre, de façon à ce que le public puisse en juger par lui-même. Juger, en d'autres termes, de l'inanité des critiques portées contre le fonctionnement de la commission Verwilghen. De leur inanité mais aussi,

dans l'acharnement avec lequel elles ont été lancées, de leur fonction propagandiste. À pareil niveau, le pilonnage tient du lavage de cerveau.

Même chose concernant l'arrêt spaghetti : pourquoi cet acharnement à le dire inévitable, voulu par le droit et placé au dessus de toute critique si ce n'est parce que, en réalité, il résulte d'un choix politique, d'une véritable créativité de la cour de cassation ? On aurait pu dire que l'arrêt était cohérent, ce qu'il est, qu'il est justifié en droit, ce qu'il est aussi, mais on a préféré dire qu'il était le seul possible, ce qui est faux : textes de jurisprudence et de doctrine à l'appui, le public est, ici aussi, invité à s'en rendre compte, par lui-même, sans être l'otage des discours experts qui prétendent penser pour lui.

On pense beaucoup pour lui. On pense pour lui en présentant Zicot comme un pauvre type victime d'une erreur judiciaire. On pense pour lui en présentant le témoignage de X1 comme autant de fantasmagorie d'enquêteurs fous, sans s'interroger sur les raisons de cette soudaine fureur contre Neufchâteau (avec un acharnement qui doit interroger, puisqu'on est allé jusqu'à trafiquer un PV d'audition de X1 pour la décrédibiliser), ni sur ce quoi ces enquêteurs travaillaient réellement.

Et on pense pour lui en rognant les libertés de la presse. Un chapitre y est consacré car, autant ce "quatrième pouvoir" est-il souvent suspect de réflexes d'adhésion à l'establishment (pensons aux vivats dont l'*octopus* et le *décapus* se sont vus entourer), autant se voit-il, à l'instar d'un parlement dépossédé de ses marges d'indépendance, de plus en plus entraîné à voir disparaître les siennes, et ce de la façon la plus consensuelle qui soit, en acceptant de s'autoréguler, de se faire éducative et bien pensante, de renoncer à la défense de ce qui est son bien le plus cher et une des plus importantes conquêtes de la démocratie : le droit pour toute opinion de s'exprimer librement, aussi répugnante soit-elle.

Érik Rydberg
Journaliste au Matin

Le Ministre de la Justice se fourre le doigt dans l'œil !

Tony Van Parys, ministre de la justice, affirmait il y a trois mois : *Les vérifications faites dans chaque parquet ont toutes conclu dans le même sens, à savoir que rien de ce qu'affirmait Regina Louf ne pouvait être établi, c'est le moins qu'on puisse dire. On ne peut pas vivre éternellement avec des rumeurs. Chacun a le droit de s'exprimer mais il faut qu'à un certain moment, un arbitre - la justice - dise ce qu'il en est. C'est ce qui a été fait* (La Dernière heure, 8 février 99).

Avec la même sérénité, le ministre répondait à un article de *La Meuse* du 8 avril l'accusant d'avoir libéré Dominique Delespesse à la légère, sans avoir vérifié les arguments avancés par le détenu, que cela était *incorrect et non fondé*, précisant que *le milieu d'accueil était bien constitué par son amie et leur enfant, une petite fille née le 14 octobre 1998. À sa libération, il s'est établi avec cette amie, leur fille et sa (future) belle-mère* (Le Soir, 9 avril). Notons que M. Van Parys avait été interpellé 15 jours plus tôt à la Chambre à ce sujet et qu'il aurait largement eu le temps de vérifier ses sources.

Le 10 avril, le Ministre a dû se rendre à l'évidence : Dominique Delespesse n'a pas d'enfant : *Le ministre de la Justice explique qu'il a fait procéder, vendredi, à de nouvelles vérifications, plus particulièrement en ce qui concerne le lieu où l'enfant a été inscrit. La*

compagne de Delespesse, qui est aussi son ancienne avocate, a donc été auditionnée par la police judiciaire de Liège. Elle a reconnu que la grossesse, la naissance et l'existence de leur enfant résultaient d'une mise en scène décidée avec lui. Elle est sortie libre (Le Soir, 10 avril 99).

Le fait que le ministre se soit fourré ici le doigt dans l'œil jusqu'au coude n'implique pas nécessairement que ce soit le cas ailleurs. Cela doit cependant nous faire réfléchir à la superficialité et à l'aplomb d'un ministre capable de présenter comme évidents des faits écrits mais non vérifiés (même après une interpellation parlementaire !). Cela devrait aussi nous amener à prendre quelque distance critique par rapport à l'argument d'autorité et à la confiance aveugle en la justice que certains voudraient nous imposer.

Si la Justice est "flouée par une vaste machination" parce qu'une assistante sociale croit à une grossesse simulée, comment espérer qu'elle puisse faire spontanément la lumière sur les multiples manœuvres d'étouffement de l'enquête sur Regina Louf et sur les autres dossiers de Neufchâteau ?

Marc Reisinger
marc.reisinger@euronet.be

INCREVABLES ANARCHISTES

Cela fait plus d'un siècle que *Le Libertaire* et *Le Monde Libertaire* tirent à vue sur tous les intolérables et s'efforcent de promouvoir l'idéal d'un socialisme sans dieu, sans maître, sans patron, sans État, sans curé, sans militaire, sans commis-saire du peuple, sans sexisme... et sans exploitation ou oppression de quelque ordre que ce soit.

Cela fait plus d'un siècle qu'ils dénoncent, attaquent, décortiquent, expliquent, interpellent... et passent la révolte au tamis de l'espoir d'une véritable révolution sociale.

La grande saga de ces increvables anarchistes, de leurs foutues idées de liberté, d'égalité, d'autogestion, d'entraide... et de leur rage de les mettre en application tout de suite, ici et maintenant, y brille donc en lettres de feu et il nous a semblé utile d'en extraire les meilleurs textes.

Éditée à l'initiative du **Groupe Louise Michel** de la **Fédération Anarchiste francophone**, ces brochures retracent l'histoire et les histoires du mouvement anarchiste. Elle s'inscrit dans une série qui, de la Première Internationale aux luttes actuelles, en passant par la Commune de Paris, la propagande par le fait, le syndicalisme révolutionnaire, Kronstadt, la Maknovtchina, l'Espagne libertaire, Mai 68... nous brosse une fresque gigantesque de la seule aventure qui vaille : celle qui consiste à faire d'un autre futur... un autre présent !

- [Tome 1 - Des origines à 1914...](#)
- [Tome 2 - Des origines à 1914...](#)
- [Tome 3 - de 1914 aux années 30...](#)
- Tome 4
- Tome 5
- [Tome 6 - La Révolution espagnole de 1936](#)
- Tome 7
- [Tome 8 - Avec un A comme dans Culture](#)
- [Tome 9 - Lendemain ede "grand soir](#)

Toutes ces brochures sont disponibles par correspondance
(52 pages A5 - 100 Fb ou 20 Ff)

en envoyant un chèque à l'ordre de
Roger Noël
Les Colombiers - Route de la Cotinière
17310 St Pierre d'Oléron - France
